

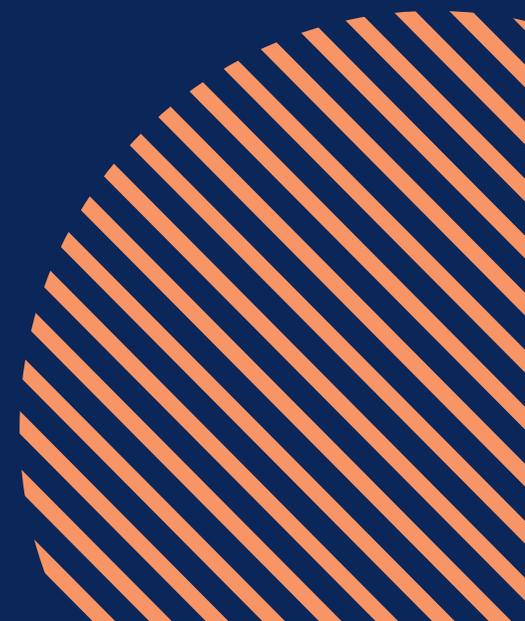
LATECOERE

RAPPORT

SEMESTRIEL

2024

Incluant le rapport financier annuel



SOMMAIRE

1	ACTIVITÉS DU GROUPE EN 2024	5	4	DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT	60	
1.1	L'essentiel	6				
1.2	Préambule	6				
1.3	Résultats 2024 - Faits marquants et principaux indicateurs financiers	7				
1.4	Perspectives 2024	10				
1.5	Faits marquants de la période	10				
1.6	Evènements post clôture	10				
1.7	Gouvernance	10				
2	FACTEURS DE RISQUES	11				
3	COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS 2024	13				
				5	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2024	62



LATECOERE



www.latecoere.aero

@Latecoere/Motion Palace



1

ACTIVITÉS DU GROUPE EN 2024

1.1 L'ESSENTIEL	6	1.3 RÉSULTATS 2024 - FAITS MARQUANTS ET PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS	7	1.5 FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE	10
1.2 PRÉAMBULE	6	1.4 PERSPECTIVES 2024	10	1.6 EVENEMENTS POST CLÔTURE	10
				1.7 GOUVERNANCE	10

1.1. L'ESSENTIEL

- Forte croissance du chiffre d'affaires de +16%, portée par la poursuite de l'accélération de la production et la mise en œuvre d'initiatives commerciales visant à atténuer partiellement les effets de l'inflation.
- Perte d'EBITDA récurrente de (1,8) M€ ; une amélioration significative par rapport au premier semestre 2023 de (17.6) M€. Cela reflète l'effet de levier opérationnel provenant de la croissance des volumes et de la mise en œuvre des mesures commerciales visant à lutter contre l'inflation.
- Latécoère continue d'investir dans sa plateforme opérationnelle, dans ses collaborateurs et dans la création d'un

modèle économique plus résilient, mieux positionné pour évoluer en fonction des exigences de ses clients, notamment en mettant l'accent sur la qualité et la livraison dans les délais.

1.2. PRÉAMBULE

André-Hubert Roussel, Directeur Général du Groupe, a déclaré : « L'année 2023 et le premier semestre 2024 ont été une période de défis sans précédent pour la chaîne d'approvisionnement aéronautique, y compris pour Latécoère. Cependant, je suis fier de la résilience et de l'adaptabilité dont notre équipe a fait preuve pour faire face aux pressions

inflationnistes et aux contraintes de la chaîne d'approvisionnement. Alors que la croissance des volumes des équipementiers entraîne une augmentation de l'activité sur les marchés de l'aviation commerciale, de l'aviation d'affaires et de la défense, nous sommes pleinement engagés à soutenir cette montée en puissance tout en relevant les défis associés.

Nous continuons d'investir de manière stratégique dans nos opérations, nos effectifs et notre empreinte géographique pour construire un Latécoère plus fort et plus compétitif. Nous sommes optimistes pour 2024, avec des prévisions de croissance accrue du chiffre d'affaires, une réduction significative des pertes d'EBITDA et une amélioration marquée du flux

de trésorerie disponible. Ces résultats reflètent l'impact positif de nos initiatives opérationnelles et commerciales en cours. Bien que nous restions conscients des besoins de restructuration et en fonds de roulement liés à la croissance, nous sommes confiants dans notre capacité à offrir une valeur ajoutée à nos clients et à nos parties prenantes. »

1.3. RÉSULTATS 2024 - FAITS MARQUANTS ET PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

(in €M)

	30 juin 2023	30 juin 2023 Retraité ¹	30 juin 2024
Chiffre d'affaires	303,8	303,8	352,1
<i>Croissance organique</i>	15,2%	15,2%	15,9%
EBITDA courant	(18,4)	(17,6)	(1,8)
<i>Marge d'EBITDA courante sur chiffre d'affaires</i>	-6,0%	-5,8%	-0,5%
Cash Flow opérationnels des activités poursuivies	(59,1)	(59,1)	(40,9)
Net Cash Flow Net	(28,1)	(28,1)	(46,2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45,8	45,8	38,8
Dette Nette	370,3	370,3	183,5

(1) Données retraitées : les indicateurs financiers clés du premier semestre 2023 ont été retraités pour refléter les ajustements d'affectation d'écart d'acquisition en vertu de la norme IFRS 3, comptabilisés rétrospectivement dans les bilans d'ouverture des entités acquises préparés à la date d'acquisition.

Les résultats financiers semestriels 2024 de Latecoere reflètent la hausse générale du niveau de production dans l'ensemble du secteur aéronautique. Le chiffre d'affaires s'élève à 352,1 M€, en hausse de 48,2 M€, soit +16%. L'augmentation des revenus a été tirée par des taux de production plus élevés des équipementiers, des revenus supplémentaires provenant de nouveaux contrats remportés et la conclusion d'initiatives commerciales visant à compenser l'inflation.

L'EBITDA récurrent pour le premier semestre 2024 de (1,8) M€, soit une amélioration

significative par rapport aux (17,6) M€ enregistrés au premier semestre 2023. Ce redressement a été principalement favorisé par l'effet de levier opérationnel lié à l'augmentation des volumes ainsi que par les bénéfices positifs résultant des initiatives opérationnelles et commerciales entreprises par le Groupe. Cependant, ces résultats positifs continuent d'être fortement atténués par les pressions inflationnistes persistantes sur la base de coûts des matériaux et par les perturbations continues de la chaîne d'approvisionnement au cours de la montée en puissance des opérations.

Le résultat financier net de Latecoere s'élève à (9,4) M€ au premier semestre 2024, contre (9,1) M€ au premier semestre 2023.

Le résultat net du Groupe au premier semestre 2024 s'élève à (49,3) M€, contre (59,6) M€ au premier semestre 2023.

Le cash-flow libre opérationnel de la période s'élève à (40,9) M€ principalement impacté par l'EBITDA négatif, une augmentation du besoin en fonds de roulement (net des avances

clients), pour financer la croissance du chiffre d'affaires, et des coûts non récurrents.

A fin juin 2024, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élevaient à 38,8 M€. L'endettement net à fin juin 2024 s'élevait à 183,5 M€.

A ce jour, le portefeuille de couverture s'élève à 627,1 M\$ à un taux moyen EUR/USD de 1,12. Depuis le 30 juin 2024, le Groupe a continué à mettre en place des couvertures pour 2025 et 2026 à des conditions attractives.

AEROSTRUCTURES

Le chiffre d'affaires de la Division Aérostructures de Latecoere progresse de +8% en données publiées par rapport au 1^{er} semestre 2023. L'activité du segment bénéficie de cadences de production en hausse et du

bénéfice des initiatives commerciales conclues en 2024.

L'EBITDA récurrent de la division s'élève à (13,2) M€, en ligne avec les pertes générées au

premier semestre 2023. Malgré l'augmentation du chiffre d'affaires, les problèmes persistants de chaîne d'approvisionnement ayant impacté l'organisation pendant la montée en puissance ont entraîné des augmentations de coûts

significatives, compensant la plupart des améliorations provenant des volumes supplémentaires et de meilleures conditions commerciales.

Aérostructures (en M€)	30 juin 2023	30 juin 2023 Retraité ¹	30 juin 2024
Chiffre d'affaires consolidé	190,2	190,2	205,6
Croissance en valeur	65,5%	65,5%	8,1%
Chiffre d'affaires intersectoriel	11,2	11,2	10,4
Chiffre d'affaires	201,4	201,4	216,0
EBITDA Courant	(11,8)	(11,0)	(13,2)
Marge d'EBITDA courante sur chiffre d'affaires	-5,9%	-5,5%	-6,1%

(1) Données retraitées : les indicateurs financiers clés du premier semestre 2023 ont été retraités pour refléter les ajustements d'affectation d'écart d'acquisition en vertu de la norme IFRS 3, comptabilisés rétrospectivement dans les bilans d'ouverture des entités acquises préparés à la date d'acquisition.

SYSTÈMES D'INTERCONNEXION

Le chiffre d'affaires de 146,5 M€ est en hausse de +29% en données publiées par rapport à 113,6 M€ au premier semestre 2023. Cette croissance est notamment portée par

l'augmentation des volumes notamment sur le programme A320 et par le bénéfice des initiatives commerciales conclues en 2024.

L'EBITDA récurrent de la division Systèmes d'Interconnexion a atteint 11,4 M€, en hausse par rapport aux (6,6) millions d'euros de l'année précédente, reflétant l'effet de levier

opérationnel lié à l'augmentation des volumes, un contrôle strict des coûts et de meilleures conditions commerciales obtenues avec les clients.

Systèmes d'Interconnexion (en M€)	30 juin 2023	30 juin 2023 Retraité ¹	30 juin 2024
Chiffre d'affaires consolidé	113,6	113,6	146,5
Croissance en valeur	16,3%	16,3%	28,9%
Chiffre d'affaires intersectoriel	1,3	1,3	1,0
Chiffre d'affaires	114,9	114,9	147,4
EBITDA Courant	(6,6)	(6,6)	11,4
Marge d'EBITDA courante sur chiffre d'affaires	-5,7%	-5,7%	7,7%

(1) Données retraitées : les indicateurs financiers clés du premier semestre 2023 ont été retraités pour refléter les ajustements d'affectation d'écart d'acquisition en vertu de la norme IFRS 3, comptabilisés rétrospectivement dans les bilans d'ouverture des entités acquises préparés à la date d'acquisition.

1.4. PERSPECTIVES 2024

L'année 2023 et le premier semestre 2024 ont été des périodes difficiles pour l'industrie de la chaîne d'approvisionnement aéronautique en général et pour Latécoère en particulier. Ces défis persisteront tout au long de 2024, avec des pressions inflationnistes et des défis liés à l'exploitation au sein d'une chaîne d'approvisionnement aéronautique restreinte. La croissance des volumes OEM pour les sous-segments de marché des avions commerciaux, d'affaires et de défense continue d'améliorer le chiffre d'affaires global, mais la montée en puissance de l'activité entraîne des défis et des pressions sur les coûts pour l'ensemble du secteur. Pour atténuer ces défis, Latécoère continue d'investir dans sa plateforme opérationnelle, ses collaborateurs et son empreinte géographique, créant un modèle économique plus résilient et mieux positionné pour croître avec les exigences des clients. Les perspectives de Latécoère pour l'exercice 2024 comprennent :

- Augmentation de la croissance des revenus ;
- Réduction significative des pertes d'EBITDA, résultant de la réalisation d'initiatives opérationnelles et commerciales, d'une amélioration de la situation de la chaîne d'approvisionnement et d'une activité accrue dans les sous-segments clés du marché commercial, des avions d'affaires et de la défense et ;
- Une amélioration significative du cash-flow libre opérationnel reflétant les améliorations des initiatives opérationnelles et commerciales partiellement compensées par des coûts de restructuration, une augmentation du besoin en fonds de roulement due à la croissance des ventes et des investissements clés pour renforcer la position concurrentielle de Latécoère.

1.5. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

Le dimanche 4 février 2024, un incendie s'est déclaré sur le site de production de pièces élémentaires de Latecoere à Hermosillo, au Mexique. Les pompiers d'Hermosillo ont éteint l'incendie sans faire de blessés. Les dégâts ont été limités au bâtiment de traitement de surface et de peinture. Les activités d'usinage et de tôlerie n'ont pas été affectées. Latecoere a mis en place une équipe dédiée pour faire face aux conséquences de cet incident. A ce jour, l'impact financier estimé est de -2,7 M€ principalement composé comme suit :

- Dépréciations de stocks de 4,1 millions d'euros ; Amortissement des actifs industriels endommagés pour environ 1,4 million d'euros ; Bénéfice d'assurance perçu d'avance pour 5 millions d'euros ; Les livraisons du programme B787 ont été reportées de février 2024 à mai 2024, tandis que la chaîne d'approvisionnement était réorganisée, ce qui a entraîné des coûts de production supplémentaires.

Une réclamation a été déposée auprès des compagnies d'assurance du Groupe pour couvrir les dommages matériels subis et les pertes d'exploitation liées à l'interruption d'activité. Les conséquences financières de ces événements, y compris la perception d'un acompte au titre de la couverture d'assurance, ont été intégralement comptabilisées dans les comptes du semestre clos au 30 juin 2024.

1.6. EVENEMENTS POST CLÔTURE

Au cours du second semestre 2024, le groupe et ses parties prenantes, incluant ses principaux partenaires commerciaux, ont conclu plusieurs renégociations contractuelles et commerciales destinées à faire face au récent environnement inflationniste dans la chaîne d'approvisionnement de l'aérospatiale. Certaines conditions sont entrées en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2024, et ont porté sur des situations estimées qui existaient au 30.06.2024. Leurs effets ont donc été pris en compte dans les comptes semestriels 2024.

1.7. GOUVERNANCE

Le 14 novembre 2024, André-Hubert Roussel a été nommé Directeur Général du Groupe Latecoere. Fort de plus de 20 ans d'expérience dans l'industrie aérospatiale et de défense, André-Hubert Roussel est reconnu pour sa capacité à constituer des équipes solides et à diriger des organisations complexes d'ingénierie et de production. Avant de rejoindre Latecoere, il a occupé le poste de Président exécutif d'ArianeGroup, maître d'oeuvre des lanceurs de satellites Ariane et des missiles de dissuasion nucléaire français, après avoir été responsable des opérations chez Airbus Defence and Space, où il a redressé avec succès les livraisons de l'avion A400M. André-Hubert Roussel est diplômé de l'École Polytechnique et de l'École Nationale Supérieure des Télécommunications.

2

FACTEURS DE RISQUES

L'ensemble des risques identifiés et présentés dans le document d'enregistrement universel 2023 n'ont pas subi d'évolution significative. Ces risques sont décrits dans le chapitre 2 du document de référence publié le 06/12/2024 sous le numéro D.24-0867 auprès de l'AMF. Sont repris ci-dessous ceux qui ont évolué durant le premier semestre 2024.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Latecoere maintient son niveau de liquidité pour financer ses activités courantes et ses investissements.

Le groupe a poursuivi ses négociations commerciales avec ses clients dans le cadre de ses relations courantes, et ce, dans la perspective du maintien et de la sécurisation de son niveau d'activité et des besoins de trésorerie induits.

3

COMPTES CONSOLIDÉS CONDENSÉS 2024

3.1 BILAN CONSOLIDÉ SEMESTRIEL	14	3.4 TABLEAU DE PASSAGE DU COMPTE DE RÉSULTAT PUBLIÉ AU COMPTE DE RÉSULTAT RETRAITÉ AU 30 JUIN 2023	17	3.6 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	19
3.2 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SEMESTRIEL	15	3.5 TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ	18	3.7 NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	21
3.3 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ	16				

Les comptes consolidés comparatifs au 30 juin 2024 ont été retraités afin de tenir compte des ajustements comptabilisés de façon rétrospective dans les bilans d'ouverture des entités acquises établis à la date d'acquisition. L'impact des ajustements du bilan d'ouverture sur le compte de résultat 2023 est de -1.4 M€. La liste des comptes ajustés par rapport aux comptes publiés au 30 juin 2023, est fournie dans la note 3.4 "Tableau de passage du Compte de résultat publié au compte de résultat retraité au 30 juin 2023".

3.1. BILAN CONSOLIDÉ SEMESTRIEL

En milliers d'euros	Notes	30 juin 2024	31 déc. 2023
Ecart d'acquisition	5	17 970	17 970
Actifs incorporels	6	125 664	132 422
Actifs corporels	6	109 525	113 421
Autres actifs financiers	8	6 407	6 151
Impôts différés	16.2	1 660	3 078
Instruments financiers dérivés	10.1	579	3 618
Autres actifs long terme		12	8
TOTAL ACTIF NON COURANT		261 817	276 669
Stocks et en-cours	7	239 012	215 622
Clients et autres débiteurs	9	142 602	116 540
Créances d'impôt	16.2	10 621	11 810
Instruments financiers dérivés	10.1	653	3 710
Autres actifs courants	9	4 550	4 647
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	39 433	85 423
TOTAL ACTIF COURANT		436 871	437 751
TOTAL ACTIF		698 688	714 420

En milliers d'euros	Notes	30 juin 2024	31 déc. 2023
Capital	11.1	124 968	124 968
Primes liées au capital		327 251	327 251
Actions propres	11.2	-448	-440
Autres réserves		-286 635	-294 134
Instruments financiers dérivés - part efficace		-11 446	1 532
Résultat de la période		-49 319	6 159
CAPITAL EMIS ET RESERVES ATTRIBUABLES AUX PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE		104 370	165 335
PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE		0	0
TOTAL CAPITAUX PROPRES		104 370	165 335
Emprunts et dettes financières	14.2	93 694	183 186
Avances remboursables	14.1	20 636	20 694
Engagements envers le personnel	13	12 133	12 429
Provisions non courantes	12	9 352	33 229
Impôts différés	16.2	7 376	7 826
Instruments financiers dérivés	10.1	10 176	1 097
Autres passifs non courants	14.1	1 671	6 853
TOTAL PASSIF NON COURANT		155 037	265 312
Emprunts et concours bancaires	14.2	146 088	34 808
Avances remboursables	14.1	2 464	2 254
Provisions courantes	12	32 229	1 151
Fournisseurs et autres créditeurs	15	186 731	173 070
Impôt exigible		4 067	5 597
Passifs sur contrats		18 765	25 720
Autres passifs courants		42 344	36 974
Instruments financiers dérivés	10.1	6 593	4 200
TOTAL PASSIF COURANT		439 280	283 774
TOTAL DES PASSIFS		594 317	549 086
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		698 689	714 420

3.2. COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ SEMESTRIEL

En milliers d'euros	Notes	30 juin 2024	30 juin. 2023
Chiffre d'affaires	17	352 081	303 797
Autres produits de l'activité		1 742	5 684
Production stockée		16 804	-3 398
Achats consommés et charges externes	18	-227 282	-199 901
Charges de personnel	18	-139 946	-123 441
Impôts et taxes		-4 542	-3 360
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	6.2	-18 550	-21 922
Dotations nettes aux provisions d'exploitation	18	-4 914	4 012
Dotations nettes aux actifs circulants	18	-2 339	440
Autres produits	18	4 457	2 333
Autres charges		-1 560	-4 533
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		-24 048	-40 289
Autres produits opérationnels non courants	19	6 485	10 771
Autres charges opérationnelles non courantes	19	-15 648	-21 806
RESULTAT OPERATIONNEL		-33 211	-51 324
Coût de l'endettement financier net	20	-6 210	-8 823
Gains et pertes de change	20	-1 079	1 027
Gains et pertes latents sur instruments financiers dérivés	20	-57	-40
Autres produits et charges financières	20	-2 089	-1 354
RESULTAT FINANCIER	20	-9 435	-9 190
Impôts sur les bénéfices	21	-6 674	-148
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES		-49 319	-60 663
RESULTAT NET DES ACTIVITES NON POURSUIVIES	23		1 086

En milliers d'euros	Notes	30 juin 2024	30 juin. 2023
RESULTAT NET		-49 319	-59 576
• dont attribuable aux propriétaires de la société mère		-49 319	-59 576
• dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES			
• dont attribuable aux propriétaires de la société mère		-49 319	-60 663
• dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS NON POURSUIVIES			
• dont attribuable aux propriétaires de la société mère		0	1 086
• dont attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0
RESULTAT (PART GROUPE) NET PAR ACTION			
• résultat de base	11.2	0,00	0,00
• résultat dilué	11.2	0,00	0,00
RESULTAT (PART GROUPE) NET PAR ACTION			
• résultat de base des activités poursuivies	11.2	0,00	-0,04
• résultat dilué des activités poursuivies	11.2	0,00	-0,04
RESULTAT (PART GROUPE) NET PAR ACTION			
• résultat de base des activités non poursuivies	11.2	0,00	0,00
• résultat dilué des activités non poursuivies	11.2	0,00	0,00

3.3. ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

En milliers d'euros

	Note	30 juin 2024	30 juin 2023
RESULTAT NET DE LA PERIODE (1)		-49 319	-59 576
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL :			
• Eléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :			
Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des régimes à prestations définies	2.23	517	256
Produit (charge) d'impôt sur les éléments non reclassés ultérieurement		-134	
• Eléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net :			
Écarts de conversion		-2 228	4 873
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur)	10.1	-17 510	10 250
Autres éléments du résultat global		35	722
Produit (charge) d'impôt sur les éléments ultérieurement reclassés		4 523	-2 104
TOTAL AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL (2)		-14 797	13 997
TOTAL DU RESULTAT GLOBAL (1+2)	5.7.6	-64 116	-45 579

Du fait de l'absence de minoritaire, il a été décidé de ne pas présenter de distinctions du résultat global entre la part des minoritaires et la part du groupe.

En juin 2023 la ligne Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur) était présentée nette d'impôts. Ils sont désormais décompensés sur la ligne Produit (charge) d'impôt sur les éléments ultérieurement reclassés.

3.4. TABLEAU DE PASSAGE DU COMPTE DE RÉSULTAT PUBLIÉ AU COMPTE DE RÉSULTAT RETRAITÉ AU 30 JUIN 2023

En milliers d'euros	Notes	30 juin 2023 Publié	Allocation de l'écart d'acquisition Avcorp	30 juin 2023 Retraité
Chiffre d'affaires	17	303 797	0	303 797
Autres produits de l'activité		5 684		5 684
Production stockée		-3 398		-3 398
Achats consommés et charges externes	18	-200 713	812	-199 901
Charges de personnel	18	-123 441		-123 441
Impôts et taxes		-3 360		-3 360
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	6.2	-19 160	-2 762	-21 922
Dotations nettes aux provisions d'exploitation	18	4 012		4 012
Dotations nettes aux actifs circulants	18	440		440
Autres produits	18	2 333		2 333
Autres charges		-4 533		-4 533
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		-38 340	-1 950	-40 289
Autres produits opérationnels non courants	19	10 771		10 771
Autres charges opérationnelles non courantes		-21 806		-21 806
RESULTAT OPERATIONNEL	20	-49 375	-1 950	-51 324
Coût de l'endettement financier net	20	-8 823		-8 823
Gains et pertes de change	20	1 027		1 027
Gains et pertes latents sur instruments financiers dérivés	20	-40		-40
Autres produits et charges financières	20	-1 354		-1 354
RESULTAT FINANCIER	21	-9 190	0	-9 190
Impôts sur les bénéfices		-675	526	-148
RESULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES	23	-59 239	-1 423	-60 663
RESULTAT NET DES ACTIVITES NON POURSUIVIES		1 086		1 086
RESULTAT NET		-58 153	-1 423	-59 576

3.5. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En milliers d'euros	Notes	30 juin. 2024	30 juin. 2023
Résultat net de la période		-49 319	-58 153
Ajustement pour :			
Amortissements et provisions		26 018	9 676
Elimination des profits / pertes de réévaluation (juste valeur)		57	40
(Plus)/moins values sur cessions d'actifs		3 170	2 896
Autres éléments sans impact de trésorerie		1 357	-1 299
Autres (*)		3 159	778
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT APRÈS COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET ET IMPÔT		-15 558	-46 064
Dont capacité d'autofinancement liée aux activités non poursuivies			-11 106
Charge d'impôts	21.2	6 674	675
Coût de l'endettement financier	20	6 209	8 823
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT AVANT COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER ET IMPÔT		-2 675	-36 566
Variation des stocks nets de provisions (**)		-25 014	18 886
Variation des clients et autres débiteurs nets de provisions (**)		-29 713	-27 788
Variation des fournisseurs et autres créditeurs (**)		12 633	478
Impôt payé		-3 044	-2 676
TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		-47 813	-47 664
Dont trésorerie provenant des activités opérationnelles liée aux activités non poursuivies			-2 578
Incidence des variations de périmètre			0
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles (dont variation des fournisseurs d'immobilisations) (***)	6	-13 228	-19 320
Acquisition d'actifs financiers		414	0
Variation des prêts et avances consentis		1 426	1 781
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		1 414	1 075
Dividendes reçus		0	0

En milliers d'euros	Notes	30 juin. 2024	30 juin. 2023
TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		-9 974	-16 464
Dont trésorerie provenant des activités d'investissements liée aux activités non poursuivies			-598
Augmentation de capital		0	0
Acquisitions ou cessions d'actions propres		-8	9
Emission d'emprunts	14.2	24 988	51 753
Remboursement d'emprunts	14.2	-422	-1 849
Remboursement des dettes sur obligations locatives	14.2	-5 285	-5 374
Intérêts financiers versés		-6 268	-8 595
Flux liés aux avances remboursables		150	-74
Autres flux liés aux opérations de financements		-1 556	
TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		11 598	35 871
+/- incidence des variations de change		-93	145
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		-46 281	-28 113
Dont trésorerie nette liée aux activités non poursuivies		0	-3 176
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'ouverture (net des concours bancaires courants)		85 102	73 897
Trésorerie et équivalents de trésorerie de clôture (net des concours bancaires courants)		38 821	45 784

(*) Ce poste est composé uniquement des charges et produits calculés liés aux paiements en actions.

(**) En juin 2023, la variation des stocks nets de provisions est impactée à hauteur de 14,3 M€ par les variations de stocks liées à l'activité Bombardier. Les variations des clients et autres débiteurs sont impactées à hauteur de -4,1 M€ et les variations des fournisseurs et autres créditeurs pour 1,6 M€. L'impact sur la trésorerie opérationnelle est présenté au global sur la ligne 'Dont trésorerie provenant des activités opérationnelles liée aux activités non poursuivies'.

(***) Total des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles différent du total présenté note 6 du fait de la prise en compte des variations des fournisseurs d'immobilisations et de l'impact des nouveaux crédit bails n'ayant pas d'impact sur le cash flow. En juin 2024 l'earn out payé de l'entité Mades a été reclassé en financier dans le poste "Autres flux liés aux opérations de financement".

3.6. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital émis	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs	Écarts de conversion	Attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
31 DÉC. 2022	133 913	327 265	-484	-417 926	-11 606	-11 980	19 180	0	19 180
Opération sur capital (*)	-8 945	-14		133 390			124 432		124 432
Paiements fondés sur des actions				241			241		241
Opérations sur actions propres			45				45		45
Transactions avec les actionnaires	-8 945	-14	45	133 631	0	0	124 717	0	124 717
Résultat net de l'exercice (1)				6 158			6 158		6 158
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur et transferts en résultat)					13 138		13 138		13 138
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat						2 855	2 855		2 855
Autres variations (**)				-714			-714		-714
Autres éléments du résultat global (2)	0	0	0	-714	13 138	2 855	15 280	0	15 280
TOTAL RESULTAT GLOBAL (1)+(2)	0	0	0	5 444	13 138	2 855	21 437	0	21 437
31 DÉC. 2023	124 968	327 251	-440	-278 851	1 532	-9 125	165 335	0	165 335
Opération sur capital (*)	-0	0							
Paiements fondés sur des actions				3 159			3 159		3 159
Opérations sur actions propres			-8				-8		-8
Transactions avec les actionnaires	-0	0	-8	3 159	0	0	3 151	0	3 151
Résultat net de l'exercice (1)				-49 319			-49 319		-49 319
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur et transferts en résultat)					-12 978		-12 978		-12 978
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat						-2 228	-2 228		-2 228
Autres variations (**)				410			410		410
Autres éléments du résultat global (2)	0	0	0	410	-12 978	-2 228	-14 796	0	-14 796
TOTAL RESULTAT GLOBAL (1)+(2)	0	0	0	-48 909	-12 978	-2 228	-64 116	0	-64 116
30 JUIN 2024	124 968	327 251	-448	-324 601	-11 446	-11 354	104 370	0	104 370

(*) En 2023 - augmentation de capital de 124 millions d'euros. Voir le détail de l'opération au point 1.3 - Recapitalisation et 11- Fonds propres du document de Référence pour l'exercice 2023.

(**) En 2023 et 2024 - impact principal lié à la réévaluation du taux d'actualisation sur les obligations en matière d'avantages sociaux.

PREMIER SEMESTRE 2023

En milliers d'euros

	Capital émis	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs	Écarts de conversion	Attribuables aux propriétaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
31 DÉC. 2022	133 913	327 265	-484	-417 926	-11 606	-11 980	19 180	0	19 180
Opération sur capital (*)	14	-14							
Paiements fondés sur des actions									
Opérations sur actions propres			9				9		9
Transactions avec les actionnaires	14	-14	9				9		9
Résultat net de l'exercice (1)				-59 576			-59 576		-59 576
Instruments dérivés de couvertures de flux de trésorerie futurs (variation de juste valeur et transferts en résultat)					8 146		8 146		8 146
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat						4 873	4 873		4 873
Autres variations (**)				978			978		978
Autres éléments du résultat global (2)				978	8 146	4 873	13 997		13 997
TOTAL RESULTAT GLOBAL (1)+(2)				-58 599	8 146	4 873	-45 579		-45 579
30 JUIN 2023	133 926	327 251	-475	-476 525	-3 460	-7 107	-26 399		-26 399

3.7. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

SOMMAIRE DÉTAILLÉ DES NOTES ANNEXES

INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE

NOTE 1 FAITS MARQUANTS	22	NOTE 14 PASSIFS FINANCIERS	46
NOTE 2 PRINCIPES COMPTABLES	22	NOTE 15 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS	49
NOTE 3 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	23	NOTE 16 IMPÔTS	50
NOTE 4 SEGMENTS OPÉRATIONNELS	25	NOTE 17 PASSIFS SUR CONTRATS	51
NOTE 5 ÉCART D'ACQUISITION	27	NOTE 18 DÉTAIL DES AUTRES COMPOSANTS DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	51
NOTE 6 IMMOBILISATIONS	30	NOTE 19 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS	52
NOTE 7 STOCKS ET EN-COURS	31	NOTE 20 DÉTAIL DU RÉSULTAT FINANCIER	53
NOTE 8 ACTIFS FINANCIERS	35	NOTE 21 CHARGE D'IMPÔTS	53
NOTE 9 CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS	35	NOTE 22 GESTION DES RISQUES	54
NOTE 10 INSTRUMENTS ET DÉRIVES	36	NOTE 23 ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CEDES	56
NOTE 11 CAPITAUX PROPRES	37	NOTE 24 ENGAGEMENTS FINANCIERS ET PASSIFS ÉVENTUELS	57
NOTE 12 PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES	39	NOTE 25 PARTIES LIÉES	58
NOTE 13 AVANTAGES AU PERSONNEL	40	NOTE 26 ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE	59
	41		

INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE

Latecoere est une société anonyme de droit français, domiciliée au 135 rue de Périole 31000 Toulouse - France, cotée en Bourse sur Euronext Paris FR001400JY13 - LAT).

Les états financiers consolidés du groupe Latecoere pour l'exercice clos le 30 juin 2024, comprennent la société mère et ses filiales (l'ensemble étant désigné comme le Groupe) et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées.

Les comptes consolidés du Groupe ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 20 décembre 2024. Ces comptes seront soumis à l'approbation de l'Assemblée générale Annuelle Mixte 2024.

NOTE 1 | FAITS MARQUANTS

1.1. INCENDIE SUR LE SITE D'HERMOSILLO AU MEXIQUE

Le dimanche 4 février 2024, un incendie s'est déclaré sur le site de production de pièces élémentaires de Latecoere à Hermosillo, au Mexique. Les pompiers de Hermosillo ont éteint le feu sans faire de blessés. Les dégâts sont limités au bâtiment de traitement de surface et de peinture. Les opérations d'usinage et de tôlerie n'ont pas été affectées. Latecoere a mis en place une équipe

spécialisée pour faire face aux conséquences de cet incident. À ce jour, l'impact financier estimé est -2,7 m€ sur la période composé des principaux éléments suivants :

- dépréciation des stocks pour un montant de 4,1 millions d'euros ;
- dépréciation des actifs industriels endommagés pour un montant d'environ 1,4 million d'euros;

- 5 million d'euros de produits d'assurances;
- report des livraisons du programme B787 de février 2024 à mai 2024, le temps de réorganiser la chaîne d'approvisionnement, entraînant des surcoûts de production.

Une demande d'indemnisation a été déposée auprès des compagnies d'assurance du

Groupe pour couvrir les dommages matériels subis et les pertes d'exploitation liées aux interruptions d'activité. La conséquence financière de ces événements, y compris la réception d'un acompte de la couverture d'assurance, a été entièrement reconnue dans les états financiers pour la période de 6 mois se terminant le 30 juin 2024.

NOTE 2 | PRINCIPES COMPTABLES

2.1. BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les comptes consolidés condensés au 30 juin 2024 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Informations intermédiaires ». S'agissant de comptes condensés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Les règles et méthodes comptables appliquées aux comptes consolidés condensés au 30 juin 2024 sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés au 31 décembre 2023 à l'exception des normes, amendements et interprétations adoptées par l'Union européenne d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024.

Les états financiers sont présentés en K€ arrondis au millier d'euros le plus proche.

Ils sont préparés sur la base du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, actifs et

passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

L'activité n'étant pas saisonnière, aucun retraitements n'est opéré dans les comptes semestriels.

2.2. APPLICATION DE NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS APPLICABLES POUR LES ÉTATS FINANCIERS

Nouvelles normes, interprétations et amendements des normes IFRS appliqués de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2024 :

- Amendements à IAS 1 « Classement des passifs en tant que passifs courants et non courants » et « Dettes non courantes avec covenants ».
- Amendements à IFRS 16 « Dettes de location dans une transaction de cession-bail ».

- Amendements à IAS 7 et IFRS 7 « Accords de financement des fournisseurs ».

Les textes applicables de façon obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2024 n'ont pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Nouvelles normes, interprétations et amendements des normes IFRS publiés et appliqués de manière anticipée par le Groupe à compter du 1^{er} janvier 2024:

- Néant

Normes, interprétations et amendements non adoptés par l'Union européenne au 30 juin 2024 ou dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier 2024

- Amendements à IAS 21 « Absence de convertibilité ».
- IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers ».
- IFRS 19 « Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public : information à fournir ».

- Amendements IFRS 9 et IFRS 7 « Modifications apportées au classement et à l'évaluation des instruments financiers ».

2.3. UTILISATION D'ESTIMATIONS ET D'HYPOTHÈSES

La préparation des états financiers nécessite de la part de la direction du Groupe de procéder à des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges.

Le Groupe formule des hypothèses et établit régulièrement sur ces bases des estimations relatives à ses différentes activités. Ces estimations sont fondées sur son expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. La direction du Groupe revoit régulièrement ces estimations et hypothèses en s'appuyant sur l'expérience et divers autres facteurs considérés comme raisonnables pour estimer la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

L'utilisation d'estimations et hypothèses ont été établis par référence à l'environnement actuel, notamment pour les estimations présentées ci-après :

- l'évaluation des écarts d'acquisition (note 5) ;
- hypothèses de flux de trésorerie futurs et les taux d'actualisation retenus pour les tests de dépréciation des goodwill, immobilisations incorporelles et corporelles sur la base du plan d'affaires 2024-2028 approuvé par le Conseil d'administration (note 6) ;
- évaluation des dépréciations de stocks (notes 2.15 et 7) ;
- valorisation à la juste valeur des instruments financiers et dérivés (note 10) ;
- évaluation des provisions (note 12) ;

- valorisation à la juste valeur du passif financier lié à la clause de Retour à Meilleure Fortune prévue dans le protocole de conciliation signé le 9 juin 2023 (note 1.2 et 14)

- évaluation des impôts différés (note 16.2).

Au 30 juin 2024, les estimations et hypothèses retenues dans les comptes consolidés ont été déterminées à partir des éléments en possession du Groupe à la date d'arrêt des comptes notamment concernant les informations commerciales (carnet de commandes et cadences) communiquées par les différents avionneurs et des informations provenant des perspectives du marché aéronautique et compte tenu des négociations commerciales en cours.

2.4. MÉTHODE D'ÉVALUATION SPÉCIFIQUE AUX COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIEL

Les engagements envers le personnel au 30 juin 2024 ont été actualisés en tenant compte des évolutions significatives ayant affecté le rendement des obligations émises par les entreprises de 1^{er} rang (référence utilisée pour la détermination des taux d'actualisation, le Groupe se référant notamment à l'indice Iboxx Corp AA 10+), le taux d'actualisation étant passé de 3.17% à 3,61%. L'impact de la revalorisation du taux d'actualisation a un impact de -0.5M€ sur les capitaux propres du Groupe.

NOTE 3 | PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le Groupe exerçant, directement ou indirectement, un contrôle exclusif dans toutes les sociétés, celles-ci sont consolidées par intégration globale. Toutes les sociétés significatives faisant partie du périmètre clôturent leurs comptes au 31 décembre à l'exception de Latecoere India Private Limited qui clôture ses comptes au 31 mars et pour laquelle une situation est réalisée à la date de clôture. Des situations intermédiaires au 30 juin sont établies par l'ensemble des filiales afin d'établir les comptes consolidés condensés semestriels.

FILIALES

Les sociétés contrôlées directement ou indirectement par la société Latecoere sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle d'une société existe lorsque le Groupe :

- détient le pouvoir sur la société ;
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec la société ;
- a la capacité d'exercer son pouvoir sur les activités jugées pertinentes de la société de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient. La méthode de consolidation par intégration globale consiste à intégrer l'ensemble des actifs, passifs, produits et charges. Les filiales sont intégrées dans le périmètre de consolidation à compter de la date de prise de contrôle. Toutes les transactions entre les filiales consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (plus-values, profits sur stocks, dividendes).

ENTITÉS NON CONSOLIDÉES

Les relations avec les entités non consolidées sont présentées dans la note 23.3.

	Pays	% de droits de vote	% d'intérêts	Méthode de consolidation
Segment Aérostructures				
Latecoere	France			Société consolidante
Latecoere do Brasil	Brésil	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Czech Republic s.r.o	République Tchèque	100 %	100 %	Intégration globale
LETOV LV a.s.	République Tchèque	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Inc.	États-Unis	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Développement	France	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Bienes Raices	Mexique	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Mexico	Mexique	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Mexico Services	Mexique	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Bulgarie	Bulgarie	100 %	100 %	Intégration globale
Shimtech de Mexico	Mexique	100 %	100 %	Intégration globale
Technical Airborne Components (TAC)	Belgique	100 %	100 %	Intégration globale
Latfi1	France	100 %	100 %	Intégration globale
Avcorp Industries Inc.	Canada	100 %	100 %	Intégration globale
Avcorp Composite Fabrication Inc.	Etats Unis	100 %	100 %	Intégration globale
Comteck Advanced Structures Ltd.	Canada	100 %	100 %	Intégration globale
Avcorp Us Holding Inc.	États-Unis	100 %	100 %	Intégration globale
Segment Systèmes d'interconnexion				
LATelec	France	100 %	100 %	Intégration globale
LATelec GmbH	Allemagne	100 %	100 %	Intégration globale
SEA LATelec	Tunisie	100 %	100 %	Intégration globale
LATelec Mexico	Mexique	100 %	100 %	Intégration globale
LATelec Mexico Services	Mexique	100 %	100 %	Intégration globale
LATsima	Maroc	100 %	100 %	Intégration globale
LATelec Interconnection Inc.	Canada	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Interconnection Systems US	États-Unis	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere Interconnection Systems UK	Angleterre	100 %	100 %	Intégration globale
Latecoere India Private Limited	Inde	100 %	100 %	Intégration globale
Malaga Aerospace, Defense & Electronics Systems SA (MADES)	Espagne	100 %	100 %	Intégration globale

NOTE 4 | SEGMENTS OPÉRATIONNELS

Les secteurs ou segments présentés par le Groupe sont des composantes distinctes du Groupe engagées dans la fourniture de biens ou services liés (secteurs d'activité) et qui sont exposés à des risques et à une rentabilité différente de ceux des autres secteurs et sont suivis par le Principal Décideur Opérationnel.

Les secteurs d'activité définis par le Groupe sont :

- **Aérostructures** : la division fournit aux aviateurs portes, fuselages, éléments de voilure et empennage, et bielles
- **Systèmes d'interconnexion** : les équipes assurent la conception, la production sur mesure ou l'industrialisation de câblages et meubles avioniques. Cette division propose également des bancs de tests pour l'aéronautique, la défense et le spatial, ainsi qu'une large gamme de produits vidéo embarqués pour des applications extérieures et en cabine.

Conformément à la norme IFRS 8, les informations présentées par secteur sont basées sur le reporting interne du Groupe régulièrement examiné par la Direction Générale.

4.1. MESURE DE LA PERFORMANCE ÉCONOMIQUE

4.1.1 Indicateurs clés par secteur

La mesure de performance de chaque secteur d'activité, telle que revue par la Direction Générale, est fondée sur les indicateurs clés suivants.

- **Le Chiffre d'affaires**
- **L'EBITDA courant** qui correspond au résultat opérationnel courant avant amortissements, dépréciations et pertes de valeur d'immobilisations corporelles et incorporelles et retraité des éventuels impacts IFRS 2.
- **Le Résultat opérationnel courant** qui exclut du résultat opérationnel les éléments (charges ou produits) non courants, qui par nature ont un degré de prévisibilité insuffisant, compte tenu de leur caractère inhabituel, anormal ou peu fréquent.
- **Les Investissements Nets** qui mesurent le volume des investissements nouveaux. Ils correspondent aux actifs nets des amortissements retraités des cessions de la période.

PREMIER SEMESTRE 2024

30 juin 2024

En milliers d'euros

	Aérostructures	Systèmes d'interconnexion	Élimination intersecteur	Total
Chiffre d'affaires de l'activité	216 021	147 426	-11 366	352 081
Chiffre d'affaires intersecteur	-10 415	-951	11 366	0
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	205 606	146 475	0	352 081
EBITDA courant des activités poursuivies	-13 170	11 387	0	-1 783
Résultat opérationnel courant des activités poursuivies	-22 974	2 640	0	-20 333
Résultat opérationnel courant des activités poursuivies/chiffre d'affaires de l'activité	-11%	2%		-6%
Autres produits et charges opérationnels non courants des activités poursuivies	-11 817	-1 061		-12 878
Résultat opérationnel des activités poursuivies	-34 791	1 580	0	-33 211
Investissements nets (hors résultat de cession)	-5 675	-1 271	0	-6 946

PREMIER SEMESTRE 2023

30 juin 2023

En milliers d'euros

	Aérostructures	Systèmes d'interconnexion	Élimination intersecteur	Total
Chiffre d'affaires de l'activité	201 376	114 886	-12 465	303 797
Chiffre d'affaires intersecteur	-11 181	-1 284	12 465	0
CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ DES ACTIVITÉS POURSUIVIES	190 195	113 601	0	303 797
EBITDA courant des activités poursuivies	-13 755	-6 559	0	-20 314
Résultat opérationnel courant des activités poursuivies	-24 720	-15 570	0	-40 289
Résultat opérationnel courant des activités poursuivies/chiffre d'affaires de l'activité	-12%	-14%		-13%
Autres produits et charges opérationnels non courants des activités poursuivies	-10 585	-450		-11 035
Résultat opérationnel des activités poursuivies	-35 304	-16 020	0	-51 325
Investissements nets (hors résultat de cession)	-8 613	-7 493	-358	-16 464

ÉLÉMENTS DU BILAN AU 30 JUIN 2024

En milliers d'euros	Aérostructures	Systèmes d'interconnexion	Élimination intersecteur	Total
Immobilisations incorporelles	93 755	31 909	0	125 664
Immobilisations corporelles	83 782	25 742	0	109 525
Autres actifs financiers	6 023	385	0	6 407
IMMOBILISATIONS	183 560	58 036	0	241 596
Stocks et en-cours	162 721	76 307	-16	239 012
Créances clients et autres débiteurs	99 087	52 703	-9 187	142 602
Autres actifs	55 728	19 946	-195	75 479
TOTAL DES ACTIFS SECTORIELS	501 096	206 992	-9 398	698 689
Provisions	35 974	5 606	0	41 580
Avances remboursables	13 363	9 737	0	23 100
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	150 753	104 381	-68 402	186 731
Passifs sur contrats	6 575	12 190		18 765
Autres passifs	60 320	24 233	-195	84 359
TOTAL DES PASSIFS SECTORIELS HORS DETTES FINANCIÈRES	266 985	156 147	-68 596	354 536

Les autres actifs de 75.4 M€ comprennent notamment la trésorerie et équivalents de trésorerie pour un montant de 38.8 M€

4.1.2 Réconciliation avec les données du Groupe

L'EBITDA courant se réconcilie avec le résultat opérationnel du Groupe de la manière suivante :

En milliers d'euros	Données 30 juin 2024
(+) Résultat opérationnel courant	-24 048
(-) Dotations aux amortissements , pertes de valeur	-18 550
(+/-) Autres éléments non-cash (*)	-3 700
EBITDA COURANT	-1 783

(*) dont -3 M€ au titre des charges constatées sur l'exercice via le plan d'ADP et AO du 19 décembre 2023 (cf Note 14.3)

ÉLÉMENTS DU BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2023

En milliers d'euros	Aérostructures	Systèmes d'interconnexion	Élimination intersecteur	Total
Immobilisations incorporelles	96 452	35 971	0	132 422
Immobilisations corporelles	84 986	28 436	0	113 421
Autres actifs financiers	5 456	695	0	6 151
IMMOBILISATIONS	186 894	65 101	0	251 995
Stocks et en-cours	146 638	69 001	-16	215 622
Créances clients et autres débiteurs	125 766	79 922	-89 147	116 540
Autres actifs	101 467	29 145	-262	130 349
TOTAL DES ACTIFS SECTORIELS	560 764	243 169	-89 425	714 507
Provisions	29 329	5 052	0	34 381
Avances remboursables	13 420	9 527	0	22 948
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	152 762	107 154	-86 859	173 057
Passifs sur contrats	11 177	14 543	0	25 720
Autres passifs	54 197	21 126	-262	75 061
TOTAL DES PASSIFS SECTORIELS HORS DETTES FINANCIÈRES	260 884	157 403	-87 121	331 166

Les autres actifs de 130.3 M€ comprennent notamment la trésorerie et équivalents de trésorerie pour un montant de 85.4 M€

NOTE 5 | ÉCART D'ACQUISITION

<i>En milliers d'euros</i>		31 déc. 2023	30 juin 2024		Dépréciation de la période	30 juin 2024
			Valeurs Brutes	Dépréciations Antérieures		Valeurs nettes
UGT TAC	Technical Airborne Components (TAC)	2 229	2 229			2 229
UGT MADES	Malaga Aerospace, Defense & Electronics Systems SA (MADES)	1 017	1 017			1 017
UGT AVCORP	Avcorp Industries Inc.	14 723	22 723	-8 000		14 723
UGT	ÉCART D'ACQUISITION	17 970	25 970	-8 000		17 970

NOTE 6 | IMMOBILISATIONS

6.1. VARIATION DES IMMOBILISATIONS

VALEUR BRUTE DES IMMOBILISATIONS

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2023	Incidence des var. de change	Reclassements et mises au rebut	Acquisitions	Cessions	30 juin 2024
Coûts de développement capitalisés	203 032	-15	0	1 266	0	204 283
Marques	1 467	0	0	0	0	1 467
Relations clients	77 626	0	0	0	0	77 626
Carnet de commandes	1 940	0	0	0	0	1 940
Licences	4 807	0	0	0	0	4 807
Logiciels	54 277	-50	2 554	16	-654	56 143
Autres immobilisations incorporelles	14 831	-12	-2 401	713	-4 187	8 944
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	357 980	-78	153	1 995	-4 841	355 210
Terrains	9 640	-144	0	544	-1 882	8 158
Constructions	100 916	-977	218	125	-1 274	99 007
Installations techniques, matériel & outillage	214 603	-1 626	622	1 617		215 215
Autres immobilisations corporelles	28 954	-152	354	1 173	-23	30 307
Immobilisations en cours	6 827	-171	-1 894	4 137	-368	8 531
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	1 207	-1	-15	937	-719	1 408
Droit d'utilisation des contrats	94 867	-544	78	2 007	-769	95 639
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	457 012	-3 616	-636	10 539	-5 035	458 264

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2023	Incidence des var. de change	Reclassements et mises au rebut	Dotations	Reprises	30 juin 2024
Coûts de développement capitalisés	156 368	0	0	4 445	0	160 813
Marques	0	0	0	0	0	0
Relations clients	7 672	0	0	2 969	0	10 640
Carnet de commandes	1 635	0	0	213	0	1 848
Licences	1 317	0	0	243	0	1 560
Logiciels	49 412	-49	0	984	-654	49 694
Autres immobilisations incorporelles	9 155	-30	0	53	-4 187	4 991
AMORTISSEMENT IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	225 557	-79	0	8 907	-4 841	229 545
Dépréciations des terrains	1 375	0	0	0	0	1 375
Constructions	74 345	-446	36	2 502	-269	76 168
Installations techniques, matériel & outillage	182 968	-1 389	-47	3 269	-236	184 565
Autres immobilisations corporelles	25 558	-157	-606	723	-52	25 467
Immobilisations corp. en cours	4 683	-1	0	0	-334	4 349
Avances et acomptes s/immo. corp.	1 207	0	0	0	0	1 207
Droit d'utilisation des contrats	53 455	-261	11	3 122	-719	55 609
AMORTISSEMENT IMMOBILISATIONS CORPORELLES	343 591	-2 254	-606	9 617	-1 609	348 740

VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS

En milliers d'euros	31 déc. 2023	30 juin 2024
Coûts de développement capitalisés	46 664	43 470
Marques	1 467	1 467
Relations clients	69 954	66 986
Carnet de commandes	305	92
Licences	3 490	3 247
Logiciels	4 865	6 449
Autres immobilisations incorporelles	5 676	3 954
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	132 422	125 665
Terrains	8 265	6 783
Constructions	26 571	22 839
Installations techniques, matériel & outillage	31 635	30 650
Autres immobilisations corporelles	3 396	4 840
Immobilisations en cours	2 143	4 183
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles	0	202
Droit d'utilisation des contrats	41 412	40 029
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	113 421	109 525

Coûts de développements

Les coûts de développement correspondent en majeure partie aux coûts NRC sur contrats (design, outillage). Lorsqu'un indice de perte de valeur est identifié (arrêt d'un programme, baisse significative des prévisions de cadences de production par le donneur d'ordre), une analyse au cas par cas est réalisée et une dépréciation est comptabilisée lorsque la marge brute à venir du programme concerné est inférieure à la valeur nette comptable des coûts de développement.

Les coûts de développement significatifs non rattachés à des contrats font l'objet d'une revue annuelle des perspectives futures de rentabilité pour s'assurer qu'il n'existe pas d'indice de perte de valeur. Une dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

Ils concernent les programmes suivants : A400M (meuble électrique), F7X (harnais, tronçon de fuselage arrière), Embraer E2 (portes) et A350 (harnais), Dassault et A321 (portes).

Sales & Lease Back

Une opération de Sale & Lease Back a été finalisée sur l'exercice. Elle a concerné les terrains et bâtiments du site de Périole 3 (Latecoere).

Le site de Périole 3 a été cédé pour 9,2 M€. Le bail a été signé en avril 2024 pour 12 ans avec un loyer annuel de 0,5 M€ qui sera réévalué selon les modalités prévues contractuellement. La plus value constatée dans les comptes consolidés s'élève à 1.4 M€.

Les terrains ont fait l'objet d'une analyse séparée qui a conduit à reconnaître une nouvelle juste valeur correspondant au droit d'utilisation dans le cadre d'IFRS 16.

Les bâtiments de Périole 3 ont été maintenus dans les immobilisations tels qu'avant l'opération de cession bail en cohérence avec l'application d'IFRS 16.

Les droits d'utilisation des contrats du Groupe concernent essentiellement des biens immobiliers, du matériel de transport et certains équipements nécessaires aux activités du Groupe.

6.2. TEST DE DÉPRÉCIATION D'ACTIFS

RAPPEL DE L'ÉVALUATION AU 31 DÉCEMBRE 2023 :

Les valeurs recouvrables des UGT TAC, MADES et SYSTEME D'INTERCONNEXION ont été évaluées sur la base de leur valeur d'utilité, qui est supérieure à la valeur nette des actifs testés, ce qui n'a pas conduit à la comptabilisation

d'une perte de valeur dans les comptes au 31 décembre 2023.

L'UGT AVCORP a été valorisée sur la base de ses justes valeurs nettes des coûts de sortie, en tenant compte des hypothèses de restructuration industrielle engagées au cours de l'exercice.

L'UGT SYSTRUCTURES a été valorisée grâce à des valeurs de marché, sur la base de rapports d'experts.

Le détail des impacts et de la méthodologie utilisée est présenté dans le document de référence de 2023 publié le 6 décembre 2024 au chapitre 5 - 5.7 États financiers consolidés 2023 - 6. 2 Tests de dépréciation des actifs.

Analyse au 30 juin 2024:

Dans le cadre de cet arrêté intermédiaire, la société n'a pas identifié d'indice de perte de valeur qui n'était pas anticipé dans l'évaluation menée au 31 décembre 2023.

NOTE 7 | STOCKS ET EN-COURS

	30 juin 2024			31 déc. 2023			Variation		
	Gross	Provision	Net	Gross	Provision	Net	Gross	Provision	Net
<i>En milliers d'euros</i>									
Matières premières et approvisionnements	125 987	-19 724	106 263	116 254	-17 966	98 287	9 734	-1 758	7 976
En-cours de production et produits finis	149 460	-16 711	132 749	128 392	-11 056	117 335	21 068	-5 655	15 414
STOCKS INDUSTRIELS	275 447	-36 435	239 012	244 645	-29 023	215 622	30 802	-7 412	23 390

NOTE 8 | ACTIFS FINANCIERS

Le Groupe a distingué trois catégories d'instruments financiers selon les conséquences qu'ont leurs caractéristiques sur leur mode de valorisation et s'appuie sur cette classification pour exposer certaines des informations demandées par la norme IFRS 7 :

- catégorie de niveau 1 « Prix de marché » : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2 « Modèle avec paramètres observables » : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- catégorie de niveau 3 « Modèle avec paramètres non observables ».

	Coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	30 juin 2024		Coût amorti	Actifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	31 déc. 2023	
				30 juin 2024	Juste valeur				31 déc. 2023	Juste valeur
<i>En milliers d'euros</i>										
Actifs financiers non courants	6 407			6 407	6 407	6 186			6 186	6 186
Clients et autres débiteurs	142 602			142 602	142 602	116 540			116 540	116 540
Instruments dérivés à l'actif		149	1 232	1 381	1 381		31	7 297	7 328	7 328
Trésorerie et équivalent de trésorerie	39 433			39 433	39 433	85 423	0		85 423	85 423
TOTAL ACTIFS FINANCIERS	188 442	149	1 232	189 823	189 823	208 148	31	7 297	215 476	215 476

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
<i>En milliers d'euros</i>								
Instruments financiers		1 232		1 232		7 328		7 328
TOTAL	0	1 232		1 232	0	7 328		7 328

La juste valeur des créances clients correspond à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement. Il en est de même pour les autres débiteurs.

NOTE 9 | CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2024	31 déc. 2023
Avances et acomptes versés sur commandes	5 416	4 898
Créances clients	59 445	54 414
Factures à établir	50 454	28 380
Dépréciation des créances clients	-1 272	-1 278
Créances fiscales	19 744	22 036
Autres créances	8 814	8 090
TOTAL CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS	142 601	116 540
Charges constatées d'avance	3 181	2 634
Autres actifs courants	1 369	2 012
TOTAL DES AUTRES ACTIFS COURANTS	4 550	4 647

Le total des clients et autres débiteurs est présenté en valeur nette de provisionnements. Les autres actifs courants sont essentiellement composés de charges constatées d'avances.

NOTE 10 | INSTRUMENTS ET DÉRIVÉS

En raison de son exposition internationale et les facturations faites en devises dollar à ses clients, le Groupe est confronté à des risques de change. Le Groupe a par conséquent développé une politique de couverture

naturelle en effectuant une partie de ses achats en USD. Ainsi, les entités du Groupe confrontées à ce risque de change facturent environ 71 % de ses ventes en dollars et achètent environ 52 % de fournitures ou sous-traitance en dollars. La couverture naturelle du

Groupe sur le dollar USD représente environ 40 %.

Comme en 2023, pour couvrir son exposition nette résiduelle au 30 juin 2024, le Groupe a mis en place des instruments financiers de

couverture de change, de type ventes à terme et tunnels d'options « vanille ».

La variation de juste valeur des instruments financiers n'impacte pas le résultat financier du premier semestre 2024.

10.1. INFORMATIONS SUR LA VALEUR DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS ET SUR LES NOTIONNELS COUVERTS

Le Groupe utilise principalement des contrats de change à terme et des tunnels d'options pour couvrir son risque de change.

En milliers d'euros	Valeur au bilan			Échéances		
	Actif	Passif	Notionnel*	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans
CVA/DVA sur instruments EUR/USD	149	4	-	145	-	-
INSTRUMENTS NON QUALIFIÉS	149	4	-	145	-	-
Couverture de flux de trésorerie :						
• Options de change EUR/USD						
• Contrats de change à terme EUR/USD	1 083	16 764	625 969	287 903	338 066	
INSTRUMENTS QUALIFIÉS	1 083	16 764	625 969	287 903	338 066	
Instruments non qualifiés de comptabilité de couverture	149	4				
Instruments qualifiés de comptabilité de couverture	1 083	16 764	625 969	287 903	338 066	
TOTAL DES INSTRUMENTS DERIVES	1 232	16 768	625 969	287 903	338 066	
• dont instruments dérivés non courant	579	10 176				
• dont instruments dérivés courant	653	6 593				

Le notionnel est valorisé en milliers d'euros en utilisant le taux de change à la date de clôture.

10.2. INFORMATIONS SUR LES IMPACTS RÉSULTAT ET CAPITAUX PROPRES DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

IMPACT DES COUVERTURES DE FLUX DE TRÉSORERIE FUTURS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2024	31 déc. 2023
Capitaux propres - Instruments de couverture (nets d'impôts) à l'ouverture	1 533	-11 606
Correction impact ouverture		17 858
Variation de juste valeur efficace	-17 510	-144
Reclassement en résultat net de l'exercice		-4 574
Effet d'impôt sur les variations de l'exercice	4 558	1 533
Ecart de conversion		0
Capitaux propres - Instruments de couverture (nets d'impôts) à la clôture	-11 420	1 533

IMPACT DES INSTRUMENTS DÉRIVÉS AUXQUELS LA COMPTABILITÉ DE COUVERTURE N'EST PAS APPLIQUÉE

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2024	31 déc. 2023
Juste valeur à l'ouverture	-34	110
Impact avant impôts sur résultat	0	- 144
Juste valeur à la clôture	-34	- 34

NOTE 11 | CAPITAUX PROPRES

11.1. COMPOSITION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	30 juin 2024	31 déc. 2023
Nombre d'actions	12 496 777 165	12 496 777 165
Valeur nominale d'une action	0,01	0,01
Capital social en euros	124 967 772	124 967 772

	30 juin 2024	31 déc. 2023
Moyenne des titres émis	12 496 457 402	1 583 923 490
Moyenne des titres auto détenus	319 763	110 220
Moyenne pondérée des titres (a)	12 496 137 639	1 583 813 270
Effet dilutif du plan d'actions de performance (b)	138 652 194	8 786 322
Total des titres dilués (a+b)	12 634 789 833	1 592 599 592
RÉSULTAT (PART DU GROUPE) EN EUROS	-49 319 315	6 159 158
Résultat par action	-0,0039	0,004
Résultat dilué par action	-0,0039	0,004
<i>Résultat par action 2023 avec le nombre d'action 2024</i>		0,0005
<i>Résultat dilué par action 2023 avec le nombre d'action 2024</i>		0,0005

11.2. ACTIONS PROPRES

<i>En quantité</i>	31 déc. 2023	Acquisitions	Cessions	30 juin 2024	% du Capital
Titres LATECOERE	106 729	7 116 425	6 251 402	971 752	0,01%
<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2023	Acquisitions	Cessions	30 juin 2024	Cours Moyen Acquisitions
Titres LATECOERE	1 713	94	85	1 722	0,01

Les opérations sur actions propres sont effectuées dans le cadre du contrat de liquidité géré par Gilbert Dupont.
En application d'IAS 32 - 33, les actions propres auto-détenues sont comptabilisées directement en capitaux propres.

NOTE 12 | PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reclassement	Incidence des var. de change	30 juin 2024
Provisions non courantes	33 229	2 000	-235	0	-26 643	1 001	9 352
Provisions pour restructurations (non courantes)	0						0
TOTAL PROVISIONS NON COURANTES	33 229	2 000	-235	0	-26 643	1 001	9 352
Provisions courantes	490	7 461	-205	-2 821	27 185	0	32 109
Provisions pour restructurations (courantes)	662	0	0	0	-542	0	120
TOTAL PROVISIONS COURANTES	1 151	7 461	-205	-2 821	26 643	0	32 229
TOTAL PROVISIONS	34 380	9 461	-441	-2 821	0	1 001	41 580

Les dotations aux provisions d'un montant total de 9,4 M€ comprennent principalement 5,9 M€ de provisions pour litiges sur contrats commerciaux (pénalités de retard et réclamations fournisseurs). 1,6 M€ concernent une provision complémentaire sur la future dépollution du site de Periole.

Les reprises non utilisées pour un total de 2,8 M€ concernent des provisions sur contrat commercial qui ont été éteintes ou réglées au cours de l'exercice.

Le solde au 30 juin est principalement constitué de 32.7 M€ de provisions pour litiges sur contrats commerciaux, de 4 M€ pour la provision pour dépollution du site Périole et de 3.9 M€ de provisions pour PSE / GEPP et autres risques RH.

NOTE 13 | AVANTAGES AU PERSONNEL

En milliers d'euros

	30 juin 2024	31 déc. 2023
Engagements de retraite	9 712	9 809
Médailles du travail	2 422	2 620
TOTAL	12 133	12 429

Le montant définitif de l'engagement sera actualisé au 31 décembre 2024 lors des calculs actuariels complets et définitifs.

Les engagements de retraite comptabilisés au 30 juin 2024 concernent les sociétés françaises, tounisiennes et bulgares.

Les hypothèses de calcul retenues pour les sociétés françaises qui sont significatives sont les suivantes :

- taux d'actualisation de 3.61% (contre 3.17% en 2023) taux calculé sur la base des taux observés au 30 juin 2024 de rendement des obligations d'entreprise de 1ère catégorie, le Groupe se référant notamment à l'indice Iboxx Corp AA 10+ pour une durée 12 ans;

- utilisation de la table de mortalité INSEE 2D-TV 2019 différenciée par sexe ;
- la rotation du personnel constatée par tranche d'âge et par société ;
- âge de départ à la retraite ;
- le mode de départ des salariés retenu est le départ volontaire. Les salariés sont supposés liquider leur retraite à taux plein à un âge en accord avec la nouvelle réglementation sur les retraites et la réforme d'avril 2023. En particulier l'âge légal de départ à la retraite passe progressivement de 62 à 64 ans et l'augmentation de la durée d'assurance issue de la réforme Touraine pour un départ sans décote accélérée.
- afin de déterminer l'âge de départ, une hypothèse d'âge de début de carrière au plus tard à 25 ans pour les cadres et 22 ans pour les non-cadres est formulée.

- progression des salaires de 2% pour l'ensemble des salariés, soit au niveau de l'inflation anticipée de long terme.

Il n'existe pas de coût des services passés différé à la clôture des exercices. Les écarts actuariels sont constatés dans les autres éléments du résultat global non recyclables des capitaux propres et conformément à la norme IAS 19 « Avantages au personnel ». L'engagement est constaté au bilan en passif non courant, pour le montant de l'engagement total.

Les engagements médailles du travail comptabilisés au 30 juin 2024 concernent les sociétés françaises, mexicaines et tchèques.

Les hypothèses de calcul retenues pour les entités françaises dont les engagements sont significatifs sont les suivantes :

- taux d'actualisation de 3.61% (contre 3.17% en 2023) taux calculé sur la base des taux observés au 30 juin 2024 de rendement des obligations d'entreprise de 1ère catégorie, le Groupe se référant notamment à l'indice Iboxx Corp AA 10+ pour une durée 12 ans;
- utilisation de la table de mortalité INSEE 2D-TV 2019 différenciée par sexe ;
- la rotation du personnel constatée par tranche d'âge et par société ;
- progression des salaires de 2% pour l'ensemble des salariés, soit au niveau de l'inflation anticipée de long terme;

13.1. PLAN D'ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES

PLAN DU 30 MARS 2022

Le Conseil d'Administration du 30 mars 2022 a procédé à des nouvelles attributions gratuites d'actions de préférences avec suppression du droit préférentiel de souscription, au profit des membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, et des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux, de la Société et/ou des Sociétés qui lui sont liées. Les principales caractéristiques du plan sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Autorisation de l'Assemblée générale	22/03/2022
Date de décision du Directeur Général (sur délégation du Conseil)	21/04/2022
Bénéficiaires	Membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, et des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux
Nombre de bénéficiaires lors de l'attribution initiale	21
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	Le Règlement du Plan 2022 porte sur l'attribution gratuite d'un nombre maximum de 100.000 actions de préférence
Nombre d'actions attribuées	59 500 actions dont 5 000 caduques en fin d'exercice
Date d'attribution	21/04/2022
Période d'acquisition	1 an à compter de la date d'attribution par le Directeur Général sur délégation du Conseil (sous condition de présence)
Durée de la période de conservation obligatoire des actions à compter de l'attribution	2 ans
Conditions de performance	A la date d'acquisition : N/A A la date de conversion : cf détail ci dessous

Les conditions de performance sont ainsi constituées :

La parité de conversion est fondée sur le TRI réalisé par l'investisseur financier depuis la Date de Réalisation - le 4 août 2021, jusqu'à la Date de Conversion - correspondant à la première des dates suivantes : 1^{er} janvier 2027 ou la date dite « Date de sortie » désignant soit la date d'effet d'une / des opération(s) ou la date d'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de réalisation de la ou des opérations considérées. Ces deux termes sont définis dans les Termes et conditions des Actions de Préférence inclus dans les Statuts de la société.

Information sur la juste valeur du plan

La juste valeur du plan calculée par un actuaire externe, est déterminée, à la date d'attribution, L'évaluation est basée sur le modèle binomial de Cox, Ross et Rubinstein dans le cadre de l'évaluation d'une option européenne. Un modèle spécifique a été développé pour tenir compte du payoff des ADP, assimilables sur le plan économique et financier à des options, dont la valeur dépend d'un critère de performance (TRI réalisé par l'investisseur financier, la société SCP).

La valorisation du plan s'élève à 2,7 millions d'euros, étalés sur la période d'acquisition des droits.

PLAN DU 1^{ER} JUILLET 2022

Le Conseil d'Administration du 1er juillet 2022 a procédé à des nouvelles attributions gratuites d'actions au profit des membres du Comité Exécutif exerçant des fonctions de dirigeants ou salariés et certains salariés exerçant des fonctions managériales au sein du Groupe Latecoère. Les principales caractéristiques du plan sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Autorisation de l'Assemblée générale	22/03/2022
Date du Conseil d'Administration	01/07/2022
Bénéficiaires	Membres du Comité Exécutif exerçant des fonctions de dirigeants ou salariés et certains salariés exerçant des fonctions managériales au sein du Groupe Latecoere
Nombre de bénéficiaires lors de l'attribution initiale	69
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	Le Règlement du Plan 2022 porte sur l'attribution gratuite d'un nombre maximum de 4 606 897 actions
Nombre d'actions attribuées	3 386 420 actions
Date d'attribution	01/07/2022
Date d'acquisition	31/12/2026 (sous condition de présence et de performance cumulatives)
Conditions de performances	A la date d'acquisition : Conditions de performance détaillées ci-dessous

Les conditions de performance sont ainsi constituées :

Le nombre d'Actions qui sera livré sera calculé au titre du critère de performance EBITDA. (EBITDA @hedged Retae - with M&A). A l'issue de la Période d'Acquisition, le Conseil appréciera la performance du critère sur la base du barème suivant :

- Performance : si l'Ebitda réalisé est supérieur à 113 M€ alors la totalité de l'enveloppe d'Actions attribuées sera livrée.
- Sous-performance : si l'Ebitda réalisé est inférieur à 83 M€ alors aucune action attribuée ne sera livrée.
- Entre ces 2 seuils, la progression s'effectuera par paliers.

Information sur la juste valeur du plan

Compte tenu du caractère non significatif de la valorisation à la clôture, aucune valorisation n'a été effectuée dans les comptes au 30 juin 2024

PLAN DU 19 DECEMBRE 2023

Le Conseil d'Administration du 19 décembre 2023 a procédé à des nouvelles attributions gratuites d'actions de préférences et d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription, au profit des membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, et des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux, de la Société et/ou des Sociétés qui lui sont liées. Les principales caractéristiques du plan sont résumées dans le tableau ci-dessous :

ACTIONS GRATUITES DE PREFERENCE

Autorisation de l'Assemblée générale	19/12/2023
Date de décision du Directeur Général (sur délégation du Conseil)	22/12/2023
Bénéficiaires	Membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, et des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux
Nombre de bénéficiaires lors de l'attribution initiale	13
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	Le Règlement du Plan 2023 porte sur l'attribution gratuite d'un nombre maximum de 48 500 actions de préférence
Nombre d'actions attribuées	45 000
Date d'attribution	22/12/2023 (* sauf salariés non encore salariés)
Période d'acquisition	1 an à compter de la date d'attribution par le Directeur Général sur délégation du Conseil (sous condition de présence)
Durée de la période de conservation obligatoire des actions à compter de l'attribution	2 ans
Conditions de performance	A la date d'acquisition : N/A A la date de conversion : N/A

ACTIONS GRATUITES ORDINAIRES

Autorisation de l'Assemblée générale	19/12/2023
Date de décision du Directeur Général (sur délégation du Conseil)	22/12/2023
Bénéficiaires	Membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, et des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux
Nombre de bénéficiaires lors de l'attribution initiale	8
Nombre total d'actions pouvant être attribuées	Le Règlement du Plan 2023 porte sur l'attribution gratuite d'un nombre maximum de 400 000 000 actions ordinaires
Nombre d'actions attribuées	133 999 797
Date d'attribution	22/12/2023
Période d'acquisition	1 an à compter de la date d'attribution par le Directeur Général sur délégation du Conseil (sous condition de présence)
Durée de la période de conservation obligatoire des actions à compter de l'attribution	2 ans
Conditions de performance	A la date d'acquisition : N/A A la date de conversion : N/A

Information sur la juste valeur du plan

La juste valeur du plan calculée par un actuaire externe et déterminée à la date d'attribution s'élève à 6,8 millions d'euros. La charge a été étalée sur la période d'acquisition des droits (12 mois).
La valorisation du plan dans les comptes au 30 juin 2024 s'élève à 3,1 millions d'euros, comptabilisée dans les charges de personnel.

NOTE 14 | PASSIFS FINANCIERS

14.1. DÉTAIL DES PASSIFS FINANCIERS

En milliers d'euros	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	Autres passifs financiers	30 juin 2024
Emprunt PGE et RMF (*)			91 804	91 804
Emprunt Obligataire Sienna (Latfi1)			17 500	17 500
Emprunts Divers			42 489	42 489
Dettes sur obligations locatives			85 849	85 849
Facilités bancaires et autres			2 139	2 139
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES			239 781	239 781
Avances remboursables (**)			23 100	23 100
Autres passifs long terme			1 671	1 671
Instruments financiers dérivés	4	16 764	186 731	16 768
Fournisseurs et autres créditeurs			186 731	186 731
TOTAL AUTRES PASSIFS FINANCIERS	4	16 764	188 402	205 171
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	4	16 764	451 284	468 052

(*) Prêt Garanti par l'Etat et Retour à Meilleure Fortune (**) La juste valeur des avances remboursables et des autres passifs financiers ne peut pas être évaluée de façon fiable compte tenu de l'incertitude portant sur les montants à rembourser et leurs dates de remboursement.
La juste valeur des passifs financiers a été évaluée en utilisant comme taux d'actualisation le coût de la dette 2023 de 4,5% sauf pour l'actualisation de l'avance de trésorerie pour laquelle le taux est de 11%.

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers dérivés		16 768		16 768
TOTAL		16 768		16 768

La juste valeur des dettes fournisseurs est considérée correspondre à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement. Il en est de même pour les autres créditeurs. Les emprunts et dettes financières sont comptabilisés au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Avances remboursables :

Les avances remboursables sont essentiellement liées aux programmes A350 (7,1 M€), et Embraer (6, 3M€). Les avances sont remboursables en cas de succès du programme, et les remboursements sont liés aux livraisons de chaque produit ayant fait l'objet d'une avance. Les conditions de remboursement sont fixées dans la convention signée avec l'organisme prêteur.

En milliers d'euros	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	Dérivés qualifiés de couvertures	Autres passifs financiers	31 déc. 2023
Emprunt PGE et RMF (*)			92 183	92 183
Emprunt Obligataire Sienna (Latfi1)			17 500	17 500
Emprunts Divers			24 405	24 405
Dettes sur obligations locatives			82 504	82 504
Facilités bancaires et autres			1 402	1 402
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES			217 994	217 994
Avances remboursables (**)			22 948	22 948
Autres passifs long terme			6 853	6 853
Instruments financiers dérivés	65	5 231	173 070	5 297
Fournisseurs et autres créditeurs			173 070	173 070
TOTAL AUTRES PASSIFS FINANCIERS	65	5 231	202 871	208 168
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	65	5 231	420 865	426 162

(*) Prêt Garanti par l'Etat et Retour à Meilleure Fortune (**) La juste valeur des avances remboursables et des autres passifs financiers ne peut pas être évaluée de façon fiable compte tenu de l'incertitude portant sur les montants à rembourser et leurs dates de remboursement.
La juste valeur des passifs financiers a été évaluée en utilisant comme taux d'actualisation le coût de la dette 2022 de 4,57%.

En milliers d'euros	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur
Instruments financiers dérivés		5 297		5 297
TOTAL		5 297		5 297

14.2. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIÈRES

En milliers d'euros	31 déc. 2023	Augmentation	Diminution	Variation sans impact de trésorerie	Reclassement	30 juin 2024
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit - part à plus d'un an	111 783	290	0	15	-101 961	10 127
Dettes sur obligations locatives - part à plus d'un an	71 403	7 756	-387	388	-4 820	74 124
Autres dettes financières et facilités bancaires - part à plus d'un an	0	9 443				9 443
Passifs non courants	183 186	17 489	-387	403	-106 782	93 694
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit - part à moins d'un an	21 810	1 285	-422	116	101 961	124 751
Dettes sur obligations locatives - part à moins d'un an	11 101	618	-4 898	84	4 820	11 725
Autres dettes financières et facilités bancaires - part à moins d'un an	1 897	7 473	0	242	0	9 612
Passifs courants	34 808	9 376	-5 320	442	106 782	146 088
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	217 994	26 864	-5 707	846	0	239 781

Le total présenté en augmentation d'emprunt ci-dessus pour 26.9 M€ diffère du total de la ligne Emission d'Emprunts du tableau de flux de trésorerie détaillé en Note 3.5 d'un montant de 24.9 M€ dans la mesure où les nouvelles dettes IFRS 16 sont considérés comme des éléments non cash.

Le taux d'actualisation appliqué correspond au taux d'emprunt que le Groupe aurait à payer s'il empruntait l'argent sur le marché pour se financer.

DETAIL DES RECLASSEMENT - CLASSIFICATION DE LA DETTE PGE ET SIENNA / LATFI1 EN DETTE COURANTE

Au 30 juin 2024, le Groupe ne satisfaisait pas d'un point de vue technique certaines obligations financières en lien avec les prêteurs de PGE et les prêteurs de Sienna (Latfi1) notamment du fait des retards dans la publication des états financiers de Décembre

2023, qui ont ensuite entraîné mécaniquement des retards dans la publication des états financiers du premier semestre 2024.

Conformément à l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, la dette correspondante a été

reclassée des passifs non courants aux passifs courants pour 102,5 M€, car le non respect en date du 30 juin 2024 de ces obligations contractuelles donnait aux prêteurs le droit d'exiger un remboursement immédiat.

En date de publication des comptes consolidés semestriels 2024, la société a résolu les situations de défaut qui rendaient la dette PGE et Sienna théoriquement exigibles.

Les termes et conditions des emprunts en cours sont les suivants :

En milliers d'euros	Devise	Taux intérêt	Année d'échéance	30 juin 2024	
				Valeur nominale d'origine	Valeur comptable
Emprunts PGE et RMF (Prêt Garanti par l'Etat et Retour à Meilleure Fortune)	EURO	Taux Fixes / Taux variables	2027	92 200	91 804
Emprunt Obligataire Sienna (Latfi1)	EURO	Taux Variable	2031	23 500	17 500
Emprunt Divers - Avcorp	CAD	Taux Variable	2024	25 000	24 913
Emprunt Divers - Autres	Multi-devises	Taux Fixes	2025	21 202	17 576
Dettes sur obligations locatives	Multi-devises	Taux Fixes	N/A	N/A	85 849
Facilités bancaires et autres	EURO	Taux Fixes / Taux variables	N/A	2 139	2 139
TOTAL DES EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES				164 041	239 781

L'échéance du poste "Avance de Trésorerie" au 30 06 est étalée entre mars 2025 et décembre 2025. En revanche, dans le cadre des négociations qui ont eu lieu durant le second semestre 2024, les échéances ont été renégociées et sont désormais étalées de 2028 à 2031 et feront l'objet d'une classification en non courant dans les comptes au 31 décembre 2024.

Les échéances contractuelles des emprunts et dettes financières se présentent comme suit :

En milliers d'euros		30 Juin. 2024 Capital
Moins d'1 an		146 088
	<i>PGE et RMF</i>	85 000
	<i>Dettes sur obligations locatives</i>	11 725
	<i>Autres dettes</i>	49 364
De 1 an à 5 ans		46 979
	<i>PGE et RMF</i>	7200
	<i>Dettes sur obligations locatives</i>	36 851
	<i>Autres dettes</i>	2 927
Plus de 5 ans		46 716
	<i>PGE et RMF</i>	0
	<i>Dettes sur obligations locatives</i>	37 273
	<i>Autres dettes</i>	9 443
	TOTAL	239 781

NOTE 15 | FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2024	31 déc. 2023
Dettes fournisseurs	108 405	103 666
Dettes sociales	50 131	45 349
Dettes fiscales	6 486	4 713
Clients créditeurs	15 327	15 706
Autres dettes	6 383	3 636
TOTAL DETTES ET AUTRES CRÉDITEURS	186 731	173 070

NOTE 16 | IMPÔTS

16.1. CRÉANCES D'IMPÔT

Le montant comptabilisé en créances fiscales au 30 juin 2024 pour 10,6 millions d'euros correspond pour 6,6 millions d'euros à des crédits d'impôts.

16.2. IMPÔTS DIFFÉRÉS

En milliers d'euros	30 juin 2024	31 déc. 2023
Impôts différés actif	3 078	1 341
Impôts différés passif	-7 826	-12 091
IMPOTS DIFFERES A L'OUVERTURE	-4 748	-10 750
Produit (charges) d'impôt différé de la période	1 383	9 731
Variation des impôts différés passant en capitaux propres	-2 350	-3 730
IMPOTS DIFFERES A LA CLOTURE	-5 716	-4 748
Dont impôts différés actifs	1 660	3 078
Dont impôts différés passifs	-7 376	-7 826

L'analyse des actifs nets d'impôts différés par nature se présente comme suit :

En milliers d'euros	30 juin 2024		31 déc. 2023	
	IDA	IDP	IDA	IDP
Immobilisations incorporelles et corporelles	939	6 098	660	6 283
Lease	1 102	965	823	1 985
S&LB	1 663	179	1 648	196
Instruments financiers	4 870	0	62	587
Engagements envers le personnel	2 435	149	2 460	149
Autres provisions (provisions réglementées)	0	3 272	0	3 431
Déficits reportables	13 631	0	13 630	0
Impact PPA Avcorp (hors déficits activés)	0	15 461	0	15 970
Autres	2 953	530	4 114	481
ACTIFS (PASSIFS) D'IMPOTS DIFFERES BRUT	27 592	26 652	23 397	29 082
Compensation IDA / IDP par entité et groupe fiscal	-33 489	-33 489	-29 415	-29 415
Plafonnement des impôts différés actifs	7 557	14 213	9 093	8 160
ACTIFS (PASSIFS) D'IMPOTS DIFFERES NET	1 660	7 376	3 078	7 826

Les déficits reportables activés sont relatifs à hauteur de 13 M€ au périmètre Canadien d'Avcorp, à hauteur de 1 M€ à la société MADES.

NOTE 17 | PASSIFS SUR CONTRATS

<i>En milliers d'euros</i>	31 déc. 2023	Reclassement	Nouveaux passifs sur contrats	Chiffre d'affaires reconnu sur la période	30 juin 2024
Passifs sur contrats	25 689	-2 507		-2 827	20 355

NOTE 18 | DÉTAIL DES AUTRES COMPOSANTS DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT

ACHATS CONSOMMÉS ET CHARGES EXTERNES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2024	30 juin 2023
Achats consommés	-101 032	-94 753
Marchandises consommées	-261	-16
Sous-traitance	-60 836	-45 703
Charges externes	-65 153	-59 430
ACHATS CONSOMMÉS ET CHARGES EXTERNES	-227 282	-199 901

CHARGES DE PERSONNEL

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2024	30 juin 2023
Salaires et traitements	-89 945	-85 421
Charges sociales	-22 068	-22 515
Personnel externe	-17 094	-8 282
Intéressement et participation	-2 391	-1 486
Avantages aux personnels	-4 171	-408
Autres coûts sociaux	-4 277	-5 330
CHARGES DE PERSONNEL	-139 946	-123 441

NOTE 19 | AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS

En milliers d'euros	30 juin 2024	30 juin 2023
Perte de valeur sur actifs		
Coûts de restructuration	-5 433	-1 641
Autres éléments inhabituels	-3 730	-9 394
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS	-9 163	-11 035
• <i>dont charges</i>	-15 648	-21 208
• <i>dont produits</i>	6 485	10 771
• <i>dont reprises</i>	-6 124	
• <i>dont dotations</i>	242	

Au 30 juin 2024, les coûts de restructuration de -5,4 M€ sont principalement liés aux coûts de transformation et d'adaptation pour rationaliser l'empreinte industrielle du Groupe avec le projet Focus (-3,9 M€), la fermeture de l'usine de Gardena chez Avcorp (coûts additionnels encourus sur la période de -1,4 M€) des coûts de transformation des sites de Montredon et de Latecoere Interconnection Systems US.

Les autres éléments inhabituels comprennent:

- l'impact de l'incendie à Hermosillo ayant un impact net de -2,7 M€, y compris des dépréciations d'actifs et des pertes d'exploitation de 7.7 m€ ainsi qu'un produit d'assurance liée à l'avance reçue pour 5 M€,
- La plus value de cession consolidée de l'opération de S&LB du site de Périole pour 1,4 M€
- Des coûts liés aux frais de conseil et de transformation ainsi que des coûts de rationalisations considérés comme hors du cours normal des affaires pour -2.4 M€.

Au 30 juin 2023, les autres éléments inhabituels de -9.4 M€ correspondent notamment à :

- Des coûts relatifs à l'intégration et à la restructuration des nouvelles acquisitions notamment Avcorp pour -5 M€ avec la fermeture d'un site et le transfert d'une partie des activités vers le Mexique.
- Des coûts de rationalisation pour -4.1 M€ afin de transférer des activités industrielles entre les sites et de rationaliser la production.
- Des coûts engagés dans le cadre des plans de restructuration internes pour - 0,3 M€.

NOTE 20 | DÉTAIL DU RÉSULTAT FINANCIER

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2024	30 juin 2023
Coût de l'endettement net	-6 210	-8 823
• dont charges financières liées aux passifs portant intérêts	-7 184	-9 095
• dont produits financiers liés à la trésorerie et équivalents de trésorerie	974	272
Gains et pertes de change	-1 079	1 027
Variation de juste valeur des instruments financiers	-57	-40
Autres charges financières	-3 634	-1 544
Autres produits financiers	1 545	189
RÉSULTAT FINANCIER	-9 435	-9 190
• dont charges financières	-20 683	-25 378
• dont produits financiers	11 249	16 187

Le coût de l'endettement net pour le premier semestre 2024 comprend notamment 7,1 M€ de charges d'intérêt sur les emprunts.

NOTE 21 | CHARGE D'IMPÔTS

21.1. CONVENTION D'INTÉGRATION FISCALE

En France, la société Latecoere s'est constituée depuis l'exercice fiscal 2009 seule redevable de l'impôt sur les sociétés, des contributions additionnelles assises sur l'impôt sur les sociétés et de l'imposition forfaitaire annuelle dus au titre du Groupe fiscal qui comprend les sociétés Latecoere, LATelec, Latfi1 et Latecoere Développement.

En application de la convention d'intégration fiscale, les filiales intégrées fiscalement supportent leur propre charge d'impôt, comme elles le feraient en l'absence d'intégration fiscale et versent les sommes correspondantes à la société Latecoere, à titre de contribution au paiement des impôts du Groupe fiscal.

21.2. CHARGE D'IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2024	30 juin 2023
Impôts exigibles	-2 785	-2 057
Impôts différés	-3 889	1 909
TOTAL	-6 674	-148

NOTE 22 | GESTION DES RISQUES

22.1. RISQUE DE CONTREPARTIE

Le Groupe est principalement exposé au risque de crédit et de contrepartie concernant les clients, les instruments financiers dérivés et les placements financiers temporaires.

Le risque de défaillance de contreparties lié aux clients est très limité du fait de la qualité du crédit des principaux clients (avionneurs de 1^{er} rang) des branches Aérostructures et Systèmes d'interconnexion.

A la clôture de l'exercice, le Groupe n'a pas identifié de risque de crédit significatif sur ces actifs échus non provisionnés.

Le Groupe met en place des instruments financiers dérivés dans le but de réduire son exposition aux risques de change et de taux. Ces opérations sont contractées de gré à gré avec des banques de 1^{er} rang.

La trésorerie est placée au travers d'instruments monétaires sans risque auprès d'établissements bancaires de 1^{er} rang.

Covenants bancaires

Dans le cadre du protocole signé avec les banques, les stipulations des Contrats de PGEs Maintenus ont été modifiées afin d'inclure de façon limitative les engagements financiers suivants pour la Société :

Seuil de liquidité : Un niveau minimum de trésorerie consolidée de 20 M€, testé sur une base trimestrielle à partir de décembre 2023 ;

Ebitda Positif : Un EBITDA positif en 2024, calculé sur la base des douze derniers mois et testé au 31 décembre 2024 sur la base des Comptes Consolidés ;

Ratio de levier : Deux niveaux de ratio de levier Dette Financière Nette Consolidée /EBITDA Consolidé, étant précisé que, pour chaque ratio de le test sera réalisé sur une base semestrielle avec une première date de test au 30 juin 2025

Date de test	Premier niveau de ratio de levier (Ratio 1)	Second niveau de ratio de levier (Ratio 2)
30 juin 2025	6	7
31 décembre 2025	4	5
30 juin 2026	3.5	4.5
31 décembre 2026	3	3.75
30 juin 2027	3	3

Un bris du Ratio 1 ne constituera pas un cas d'exigibilité anticipée, cas de défaut ou cas de défaut potentiel à condition que notamment il ne constitue pas en même temps un bris du Ratio 2. En revanche, cela engendrera pour le Groupe de nouvelles obligations en termes de communication avec les Prêteurs, de reportings mensuels, d'élaboration et de communication de plans d'actions et / ou de remédiation en fonds propres.

Le non-respect d'un de ces trois points constituera un cas de défaut et de remboursement anticipé. Par ailleurs, si la caducité, la résolution, la résiliation, la fin ou l'annulation du Protocole de conciliation était constatée ou prononcée, par exemple en application de l'article L. 611-10-3 du Code de commerce (résolution pour inexécution) ou de l'article L. 611-12 du Code de commerce (ouverture d'une procédure collective mettant fin de plein droit au Protocole), il est à noter (i) que cette caducité, résolution, résiliation, fin ou annulation n'aura aucun effet rétroactif (ii) que toutes les sommes abandonnées, perçues ou capitalisées antérieurement par l'une quelconque des Parties en application du Protocole, à quelque titre que ce soit, seront conservées et acquises, et (iii) que cette caducité, résolution, résiliation, fin ou annulation ne remettra pas en cause (a) les actes subséquents conclus en exécution du Protocole, lesquels demeureront en vigueur et applicables conformément à leurs termes, ainsi que (b) les sûretés, garanties et privilèges, constitués ou accordés en exécution du Protocole, les abandons et les remboursements intervenus et/ou les paiements et/ou les réductions déjà effectués, lesquels resteront définitivement acquis.

Au 30 juin 2024, le ratio de liquidité est respecté par le Groupe. Les deux autres ratios n'ont pas de date d'application au 30 juin 2024. *Pour plus de détails sur la classification de la dette nette, voir la note 14.2 du présent document.*

22.2. RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le Groupe gère sa trésorerie de manière centralisée. Les excédents ou les besoins de financement de ses filiales sont placés ou financés par la société mère à des conditions de marché.

Le service trésorerie du Groupe gère le financement, courant et prévisionnel du Groupe et assure la capacité de celui-ci à faire face à ses engagements financiers.

En outre, le groupe participe aux programmes de financement par affacturage inversé de ses principaux clients, ce qui permet le paiement anticipé des créances commerciales.

Le groupe travaille sur de nouvelles sources de financement sous forme de Sale&Lease Back immobilier. Une opération a été réalisée en 2024 sur les sites de Périole.

Le Comité d'audit et des risques effectue une revue périodique spécifique des risques et de la trésorerie.

Le financement du Groupe est détaillé dans les notes 14.1 et 14.2 des états financiers consolidés.

Continuité d'exploitation :

Le Conseil d'administration du 20 décembre 2024 a arrêté les comptes semestriels clos le 30 juin 2024 en application du principe de continuité d'exploitation.

En effet, comment mentionné dans le Document Universel de Référence au 31 décembre 2023 et publié le 6 décembre 2024, afin de relever les défis de croissance et de rentabilité, la direction a mis en place et continue de mettre en oeuvre des stratégies incluant notamment des initiatives de réduction des coûts, la renégociation de conditions contractuelles avec ses principaux fournisseurs et clients ainsi que la recherche de financements. Le groupe a notamment renégocié avec certains de ses principaux partenaires commerciaux les conditions de prix et de règlements devant s'appliquer sur les prochaines années.

Ces négociations seront formalisées dans les contrats y afférents.

La direction de Latecoere S.A. a évalué la capacité du Groupe à poursuivre son activité pendant au moins les douze prochains mois à compter de la date de clôture du bilan et de la

date de publication de ces états financiers clos au 30 juin 2024.

L'évaluation tient compte de la situation financière actuelle et des flux de trésorerie projetés sur un horizon allant jusqu'en 2027. L'élaboration des flux de trésorerie repose sur les fondamentaux suivants :

- Les hypothèses de prix de vente reposent sur les contrats en vigueur et intègrent les effets des renégociations ;
- Les hypothèses essentielles de montée en cadence de production sont en ligne avec le carnet de commandes des avionneurs, les consensus de marché et ont été partagées avec les principaux clients du groupe pour qui Latecoere est fournisseur exclusif ou essentiel ;
- Une décote a été appliquée sur les objectifs de gains d'efficacité et d'économie notamment liés aux plans de transformation.

Le pourcentage d'EBITDA, entre 2025 et 2027, se situe dans la fourchette d'un panel d'acteurs comparables du secteur aéronautique. Des risques susceptibles d'impacter la production (et donc la trésorerie) demeurent : montée en

cadence insuffisante, arrêt de livraisons imposé par les clients, défaillance de la chaîne d'approvisionnement, non-qualité de la production. La société a intégré des aléas négatifs à ce titre dans ces prévisions, mais ces risques comportent une part inhérente d'incertitude que la société ne peut totalement couvrir.

Au regard des projections réalisées, le groupe anticipe par ailleurs de respecter les covenants associés à ses lignes de financement, à savoir :

- Engagement de trésorerie minimum : 20 millions d'euros (testé trimestriellement) ;
- EBITDA positif en 2024 et ratio d'EBITDA LTM net / dette inférieur à 7,0x au 30 juin 2025 et à 5,0x au 31 décembre 2025.

C'est sur cette base, et tout en maintenant un processus de pilotage rapproché des actions de renforcement des liquidités disponibles pour le groupe, que la direction a fondé le principe de continuité d'exploitation retenu pour préparer ses états financiers.

22.3. RISQUE DE CHANGE

En raison de son exposition internationale et les facturations faites en devises dollar à ses clients français, le Groupe est confronté à des risques de change. Le Groupe a par conséquent développé une politique de couverture naturelle en effectuant une partie de ses achats en USD. Ainsi, le Groupe facture environ 71 % de ses ventes en dollars et achète environ 52 % de fournitures ou sous-traitance en dollars. La couverture naturelle du Groupe sur le dollar USD représente environ 40 %.

22.4. RISQUE DE TAUX

Au 30 juin 2024, le Groupe n'a pas mis en place d'instruments de couverture de taux, l'essentiel de ses emprunts étant souscrits à taux fixes.

NOTE 23 | ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDES

Le closing de la transaction avec Bombardier en vue de céder les activités EWIS sur le site de Querétaro au Mexique, est intervenu au 30 juin 2023, une fois les conditions nécessaires à la transaction complètement remplies. Cet accord a fait l'objet du protocole de conciliation signé en date du 9 juin 2023 et homologué par le Tribunal de commerce de Toulouse. Les actifs

et les passifs concernés ont été isolés sur une ligne spécifique du bilan au compte de résultat et dans le tableau de flux de trésorerie au 31 décembre 2023 et l'information comparative retraitée a été fournie pour le compte de résultat et les cash flows. Au bilan, il n'y a plus aucun actif / passif concerné à la clôture de l'exercice.

Les effets d'impôts sont non significatifs et n'ont pas été appréhendés dans l'analyse ci-dessous.

Les CA et dépenses 2023 découlent de l'application globale de l'accord de cession (poursuite des livraisons sur une période à définir avec hausse de prix) et non seulement de la cession d'actifs dédiés.

Il n'y a aucun impact dans les comptes au 30 juin 2024.

A noter, les impacts des intercompanies et du non recurring n'avaient pas été correctement ventilés dans la présentation au 30 juin 2023 qui est corrigée ci-dessous, sans impact sur les états primaires.

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2024	31 décembre 2023
Stocks et en-cours		
Clients et autres débiteurs		
Actifs destinés à être cédés	0	0
Engagements envers le personnel		
Provisions courantes		
Fournisseurs et autres créditeurs		
Autres passifs courants		
Passifs destinés à être cédés	0	0

<i>En milliers d'euros</i>	30 juin 2023 publié	Reclassement	30 juin 2023 - retraité
Chiffre d'affaires	52 545	-13 229	39 316
Autres produits de l'activité	0		0
Production stockée	-1 355		-1 355
Achats consommés et charges externes	-47 544	13 229	-34 315
Charges de personnel	-9 073		-9 073
Impôts et taxes	-71		-71
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	-83		-83
Dotations nettes aux provisions d'exploitation	0		0
Dotations nettes aux actifs circulants	246		246
Autres produits	100		100
Autres charges	0		0
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	-5 235		-5 235
Autres produits opérationnels non courants	25 687	23 733	49 420
Autres charges opérationnelles non courantes	-19 366	-23 733	-43 099
RESULTAT OPERATIONNEL	1 086		1 086
RESULTAT NET DES ACTIVITES NON POURSUIVIES	1 086		1 086

NOTE 24 | ENGAGEMENTS FINANCIERS ET PASSIFS ÉVENTUELS

24.1. ENGAGEMENTS FINANCIERS

LES ENGAGEMENTS DONNÉS PAR LE GROUPE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE SE PRÉSENTENT COMME SUIT :

En milliers d'euros	30 juin 2024				31 déc. 2023
	< à 1 an	de 1 à 5 ans	> à 5 ans	Total	Total
Créances clients données en garantie	0	0	0	0	0
Nantissements, hypothèques et suretés réelles ⁽¹⁾	2 095	0	0	2 095	2 095
TOTAL	2 095	0	0	2 095	2 095

(1) Ces nantissements portent sur des créances de crédit d'impôt 2019 du Groupe ainsi qu'à hauteur de 1000 € sur les titres Latfi1 mis en fiducie.

24.2. AUTRES ENGAGEMENTS

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe a des engagements d'achats liés à la production. Ces engagements reposent principalement sur les prévisions de cadence des donneurs d'ordre et sont réalisés à des conditions normales de marché.

Le Groupe a également donné dans le cadre de ses activités courantes des engagements

auprès des douanes pour un montant total de 1.4 M€.

MADES

Dans le cadre de l'acquisition en 2022 de la société MADES, le contrat prévoit une clause de earn out de 4 M€ qui a été reconnue dans les comptes au 30 juin 2022 dans le poste Autres Dettes. A ce jour, deux tranches ont été

réglées en mai 2023 et juin 2024. Le montant restant dans le poste Autres Dettes s'élève à 1.5 M€ et a été maintenu au 30 juin 2024 du fait de la forte probabilité de réalisation des objectifs cibles attendus.

FIGEAC - Hermossillo

Dans le cadre de l'acquisition en 2022 des actifs Figeac - Hermossillo, le contrat prévoit

une clause de earn out de 2 M€ qui a été reconnue dans les comptes au 31 décembre 2023 dans le poste Autres Dettes du fait de la forte probabilité de survenance du paiement en 2025, en lien avec des cadences de production. Cette dette a été maintenue dans les comptes au 30 juin 2024.

24.3. AUTRES PASSIFS ÉVENTUELS

La norme IFRIC 23 oblige les sociétés à prendre en compte la probabilité de position fiscale défavorable et de reconnaître cette position au passif du bilan quand celle-ci est considérée comme probable. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes au 30 juin 2024.

24.4. ENTITÉS NON CONSOLIDÉES

Latecoere détient 2,09% de la société Caeli Nova. Cette participation est comptabilisée sur le poste « autres actifs financiers » du bilan pour 0.9 M€.

Latecoere détient 24,81 % du capital de CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUE (CCA). Cette participation est comptabilisée sur le poste « autres actifs financiers » du bilan pour 2,7 M€.

Elle permet au Groupe, aux côtés des autres actionnaires, Airbus, Dassault et Safran, de renforcer ses compétences dans le domaine des matériaux composites.

Le Groupe n'exerce plus d'influence notable sur la société Corse Composites Aéronautique depuis le 1^{er} avril 2013 dans la mesure où les critères énoncés par IAS 28 sur la définition de l'influence notable ne sont pas remplis (faible

volume de transactions non significatives, pas de participation aux processus d'élaboration des politiques, pas d'échange de personnel de direction ou d'information techniques essentielles, et représentation au conseil d'administration sans pouvoir de décision). Par conséquent, cette société a été déconsolidée et l'actif financier a été classé en autres actifs financiers.

Les données ci-après récapitulent les principaux indicateurs financiers de CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUE (données à 100%) :

- CA 2023 : 55.1 M€
- Résultat net 2023 : -0.1 M€
- Capitaux propres 2023 : 8.9 M€

Le Groupe n'a pas accordé de soutien financier à la société CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUE.

NOTE 25 | PARTIES LIÉES

25.1. PRINCIPAUX FLUX AVEC LES PARTIES LIÉES

Les transactions avec les parties liées se font sur la base de prix de marché. Aucune transaction significative avec des parties liées n'a été conclue et non appréhendée dans les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2024.

25.2. PRINCIPALES RELATIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ LATECOERE ET SES FILIALES

Les principaux flux intra-groupe concernent des flux économiques relatifs à la production de sous-ensembles.

Le Groupe est organisé autour de deux activités : l'« Aérostructures » et les « Systèmes d'interconnexion ». Chaque société leader d'une division ou activité possède des filiales (en France ou à l'Étranger) lui permettant de répondre à ses besoins industriels. Compte tenu de l'organisation générale du Groupe, les différentes sociétés faisant partie du périmètre de consolidation peuvent avoir des relations industrielles et commerciales entre elles afin de répondre aux besoins de production de chaque entité. Les transactions intra-Groupe étant variables, il n'est pas possible d'en définir à priori les montants annuels.

Les conditions de règlements applicables entre les différentes sociétés du Groupe sont en adéquation avec celles applicables aux autres fournisseurs et prennent en compte, le cas échéant, les besoins ponctuels liés à la gestion de trésorerie centralisée.

La société Latecoere, maison mère du Groupe, centralise certains actes de la gestion globale des filiales (management général, gestion des assurances et des risques, gestion financière...). De ce fait, elle facture à ses filiales des « frais de siège » intégrant les coûts relatifs de ces postes.

Par ailleurs, dans le cadre de la gestion de trésorerie centralisée, la société Latecoere peut être amenée à octroyer à ses filiales (détenues directement) des avances en compte courant (trésorerie court terme) ou des prêts (moyen ou

long terme) en vue de permettre le financement des investissements immobiliers et industriels. Les financements court terme font l'objet de conventions réglementées et sont porteurs d'intérêts. Les prêts font l'objet de contrats spécifiques reprenant l'objet du financement, la durée ainsi que le taux appliqué.

Dans certains cas, cette méthode de financement interne au Groupe peut être mise en place entre une filiale de la société Latecoere et sa / ses sous-filiale(s), les procédures et conditions restant identiques à celles décrites ci-dessus. À l'exception des sociétés du Groupe et des relations avec les « Key Managers » mentionnées ci-dessus, il n'existe pas d'opération significative avec des parties liées hors-Groupe.

En France, la société Latecoere s'est constituée depuis l'exercice fiscal 2009 seule redevable de l'impôt sur les sociétés, des contributions additionnelles assises sur l'impôt sur les sociétés et de l'imposition forfaitaire annuelle due au titre du Groupe fiscal qui comprend les sociétés Latecoere, LATelec, et Latecoere Développement et Latf1.

En application de la convention d'intégration fiscale, les filiales intégrées fiscalement supportent leur propre charge d'impôt, comme elles le feraient en l'absence d'intégration fiscale et versent les sommes correspondantes à la société Latecoere, à titre de contribution au paiement des impôts du Groupe fiscal.

NOTE 26 | ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

Au cours du second semestre 2024, le groupe et ses parties prenantes, incluant ses principaux partenaires commerciaux, ont conclu plusieurs renégociations contractuelles et commerciales destinées à faire face au récent environnement inflationniste dans la chaîne d'approvisionnement de l'aérospatiale.

Certaines conditions sont entrées en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2024, et ont porté sur des situations estimatées qui existaient au 30.06.2024. Leurs effets ont donc été pris en compte dans les comptes semestriels 2024.

4

DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en partie 1 du rapport présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Toulouse, le 30 décembre 2024

André-Hubert ROUSSEL
Directeur Général

5

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2024

Latécoère S.A.

Siège social : 135, rue de Périole - 31500 Toulouse

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2024

Période du 1 janvier 2024 au 30 juin 2024

Aux Actionnaires de la société **Latécoère S.A.**,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Latécoère S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2024 au 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Labège, le 30 décembre 2024

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Sébastien LASOU
Associé

KPMG S.A.
Pierre SUBREVILLE
Associé

Conception et Réalisation



pomelo-paradigm.com/pomdocpro/



LATECOERE

135, rue de Périole – BP 25211
31079 Toulouse Cedex 5 – France
T +33 (0)5 61 58 77 00
www.latecoere.aero

